

Angela Tasca  
Naissance du fascisme  
tel n°325 Gallimard 1938, 2003

|                                                                     |        |
|---------------------------------------------------------------------|--------|
| Préface                                                             | page 2 |
| 1 - L'intervention de l'Italie dans la guerre et la crise de l'Etat | 2      |
| 2 - La révolution démocratique de 1919                              | 4      |
| 3 - Mussolini et le fascisme de la "première heure"                 | 7      |
| 4 - La Révolution traverse l'Adriatique                             | 10     |
| 5 - Nitti, Giolitti, don Strurzo                                    | 11     |
| 6 - Grandeur et décadence du maximalisme                            | 12     |
| 7 - La contre-révolution "posthume et préventive"                   | 15     |
| 8 - Le fascisme au carrefour                                        | 22     |
| 9 - Vers le Caporetto socialiste                                    | 28     |
| 10 - Marche sur Rome                                                | 32     |
| 11 - Premier épilogue                                               | 39     |
| Postface (préface de l'édition italienne de 1950)                   | 43     |

Les qualités du livre reflètent assez exactement la personnalité singulière de l'auteur qui fut, tout au long de sa vie active, un observateur attentif de la politique et de l'économie sociale, toujours soucieux de saisir de près la réalité des faits et de les classer ; et n même temps un militant qui avait gardé les caractéristiques morales et politiques de la "vieille garde socialiste".

Ignazio Silone

*Le 16 novembre 1919, aux premières élections générales de l'après-guerre, Mussolini obtenait à Milan, la ville où siégeait le Comité directeur des fasceaux et où il disposait d'un quotidien, le Popolo d'Italia, quelque 5000 voix sur 268 000 suffrages exprimés, dont plus de la moitié étaient allés aux socialistes. Ceux-ci, le soir de l'élection, avaient fêté leur victoire en passant et en repassant sous les fenêtres de sa maison et en psalmodiant des chants funèbres.*

*Un an et demi après, le "suicidé", qu'en novembre 1919 aucun autre parti ou groupement n'avait voulu prendre sur sa liste, était élu dans deux circonscriptions, celle de Milan et celle de Bologne, en tête des candidats du bloc national.*

*C'est surtout à partir du début de 1922 que la poussée fasciste se transforme en avalanche. le soir du 29 octobre, Mussolini quitte Milan en wagon-lit pour "marcher" sur Rome où le roi l'a invité à constituer le cabinet. Cette ascension rapide qui, due du dehors et chronométrée comme une performance sportive, tient du prodige, a été le résultat d'un ensemble de facteurs dont certains remontent au Moyen Age italien, d'autres au Risorgimento, d'autres encore et surtout à la guerre mondiale et à ses répercussions.*

*Expliquer, c'est-à-dire reconstituer, avec la plus grande approximation possible, le drame social qui l'a précédé et amené, dans ses éléments de nécessité, de volonté plus ou moins consciente et de hasard, voilà le but de cette étude.*

### 1 - L'intervention de l'Italie dans la guerre et la crise de l'Etat

A la veille de la guerre, Mussolini est depuis deux ans membre de la direction du parti ((socialiste)) et depuis un an et demi directeur de son quotidien, l'*Avanti*. Les vieux socialistes se méfient de lui, les jeunes l'adorent. La poussée à gauche favorise son dessein, qui consiste à faire du parti son propre instrument et à écarter la vieille garde, "pourrie" de scrupules et paralysée par la routine.

Lorsque la guerre mondiale devient inévitable, toute l'Italie se prononce pour la neutralité, c'est-à-dire contre l'intervention en faveur des Puissances centrales ((il s'agit de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'Empire ottoman)) (...) Pendant des mois, la diplomatie italienne mène simultanément les négociations des deux côtés. (...) L'intervention en faveur des Alliés ((il s'agit de la France, le Royaume-Uni, la Russie (jusqu'en 1917), l'Italie (à partir de 1915), puis les États-Unis (en 1917) )) est virtuellement décidée en mars.

Dans le pays, le Parti socialiste ne fait que suivre le courant déjà créé par son opposition à la guerre de Libye. Mussolini trouve, au début, quelques vagues accents contre

les "hordes teutoniques", mais dès qu'il s'aperçoit que la thèse de la neutralité groupe la presque totalité du parti, il fait machine arrière. (...) S'il reste dans le parti socialiste, il se sent diminué ; s'il le quitte, il perd le journal, lui qui a besoin "de parler tous les jours aux foules". Alors il va chercher Filippo Naldi, directeur du journal dont les attaques l'ont "brûlé", et s'accorde avec lui pour la fondation d'un nouveau journal. Le *Popolo d'Italia* paraît le 15 novembre 1914 à Milan, comme "quotidien socialiste". Mussolini y débute par une diatribe violente et haineuse contre le parti qu'il vient d'abandonner.

De revirement apparaît aux militants et aux travailleurs qui l'ont suivi avec une confiance naïve comme une trahison. Dans le soi-disant pays de Machiavel, il creuse entre Mussolini et la classe ouvrière un fossé infranchissable. Et non seulement entre la classe ouvrière et Mussolini, mais aussi entre la classe ouvrière et la politique d'intervention.

Les ouvriers dans les villes et les paysans dans les campagnes - socialistes et catholiques - demeurent hostiles à la guerre. Le peuple italien a la sensation que la guerre se prépare sans lui, contre lui. (...) Il y a bien un groupe d'anciens socialistes et anarcho-syndicalistes qui réclament la guerre au nom de la "révolution", mais la classe ouvrière ne peut pas les suivre sur ce terrain. Mussolini, qui l'avait poussée sur la voie de garage de la "neutralité absolue", est le moins qualifié pour l'en faire sortir. (...) Il se sépare du parti socialiste, le cœur plein de haine et de vengeance : "Vous me le paierez", crie-t-il le soir de son expulsion.

La vieille bourgeoisie, menacée dans les communes et au parlement, neutraliste par esprit conservateur, se convertit à la guerre pour en finir avec une politique réformiste qui ronge ses privilèges et qui provoque l'irruption de nouvelles couches sociales dans la vie politique du pays. Car cette vie politique souffre d'une faiblesse organique due tout autant à l'absence d'une vraie classe dirigeante qu'au divorce entre les masses populaires et le nouvel Etat. La bourgeoisie italienne, on l'a souvent remarqué, a réussi à organiser son Etat moins par ses propres forces que grâce aux conditions internationales qui ont favorisé sa victoire sur les classes féodales et semi-féodales : politique de Napoléon 3 en 1852-1860, guerre austro-prussienne de 1866, défaite de la France à Sedan et développement consécutif de l'Empire germanique.

Ce qui manque surtout à la société italienne, c'est cette longue évolution, cette accumulation d'expériences, cette fixation de réflexes et de mœurs qui ont rendu possible l'essor démocratique en Angleterre et en France. Le peuple sort à peine de siècles de servitude et d'une longue misère à laquelle le rive encore une économie arriérée fondée sur les bas salaires dans l'industrie et sur l'exploitation féodale dans l'agriculture. La révolution démocratique reste à faire, et c'est le mouvement socialiste qui s'en trouve chargé.

Giolitti l'a bien compris, qui depuis longtemps se pose le problème de l'insertion des masses dans l'Etat. Ainsi octroie-t-il, en 1913, le suffrage presque universel. (...) Plus qu'à organiser un Etat moderne, Giolitti vise à s'assurer une majorité parlementaire. Cette majorité est constituée par le bloc des députés du Sud, les *ascari*, élus grâce à la corruption et à la violence, et par les industriels du Nord, ralliés par une protection douanière très élevée. Elle escompte la neutralité bienveillante des socialistes, apprivoisés par quelques

réformes ou par la concession de travaux publics, et contre eux l'on tient du reste en réserve, le jour des élections, les catholiques, que les curés conduisent aux urnes en rangs serrés.

Mais (...) la situation en Italie devient de plus en plus tendue. L'arrêt de l'émigration, la crise des transports, la préparation fiévreuse des armements provoquent une crise du travail, des matières premières, des finances publiques. Le prix du pain augmente, dans un pays où toutes les émeutes commencent devant les boutiques des boulangers. Les manifestations et les conflits se multiplient, et révèlent l'aversion croissante des masses, surtout des paysans, pour la guerre.

Les "faisceaux d'action révolutionnaires", dont le 1er Congrès eut lieu les 24 et 25 juillet 1915 à Milan, sont favorables à l'intervention ; ils mènent une campagne forcenée et battent en brèche l'organisation ouvrière et socialiste. Ils veulent l'intervention de l'Italie "sans délai". Les socialistes se cabrent ? On les matraque. Le gouvernement, aveuglé par la perspective d'une guerre de courte durée, signe le Traité de Londres sans avoir rien prévu. Il s'est engagé à l'action dans un mois, et il n'a plus le temps de la préparer, ni militairement, ni politiquement. Il prend, cependant, des mesures contre le droit de réunion et la liberté de la presse, prélude au régime des pleins pouvoirs.

D'Annunzio prononce à Quarto un grand discours en faveur de la guerre. A Rome, les nationalistes et les "fascistes", mobilisés en permanence, manifestent contre le Parlement. (...) La Chambre, élue au suffrage universel dans ces élections de 1913, où le déplacement à gauche avait été considérable, amènera-t-elle, malgré sa majorité neutraliste, l'intervention et une dictature de droite.

A beaucoup de points de vue, les "journées radiieuses" de mai 1915 marquent la répétition générale de la marche sur Rome. La substitution de la volonté du roi et de quelques hommes à celle du parlement, l'impression que le gouvernement s'est laissé forcer la main par les manifestations d'une minorité à laquelle il a livré la rue, créent dans le peuple la sensation précise qu'on l'a trompé et violenté. Ce qui contribuera directement à la formation de l'état d'esprit antiparlementaire et "maximaliste" de l'après-guerre.

Au cours de la lutte pour l'intervention commence aussi à se fixer, dans les "faisceaux" de 1914-1915, ce complexe de démagogie, de nationalisme exaspéré, d'antisocialisme et de réaction qu'on retrouve dans les faisceaux de 1919-1922.

## 2 - La révolution démocratique de 1919

---

La guerre donne à l'Italie, dont l'unité ne remonte pas encore à un demi-siècle, une terrible secousse. Elle a laissé derrière elle 680 000 morts selon les statistiques fascistes, 400 000 selon Pierre Renouvin (...), un demi-million de mutilés et d'invalides, plus d'un million de blessés. (...) D'autre part, un grand idéal national n'a pas soutenu cet effort, ni transfiguré ces sacrifices. (...) Imposée et conduite comme une guerre civile, la guerre laisse un héritage de passions véhémentes et de haines inexpiables. On a serré les dents le jour de la mobilisation et celui de la victoire ne les a pas desserrées.

Dans aucun pays, la démobilisation ne pose de problèmes aussi graves. Les exutoires traditionnels de l'émigration, par où s'étaient écoulés, en 1913, environ 900 000 travailleurs et surtout paysans sans terre, se ferment de plus en plus. Où placer ceux qui reviennent du front et combien de temps les usines de guerre pourront-elles garder le million d'ouvriers qui y travaillent ? Comment transformer l'industrie de guerre en industrie de paix ? Comment s'ouvrir, au milieu du désordre général, des convulsions persistantes et des appétits renaissants, un chemin vers le marché mondial, bouleversé, appauvri (...) ?

Mussolini, lui, a maintenu pendant toute la guerre, en manchette sur la première page de son journal, ce mot de Blanqui : *Qui a du fer a du pain*, et cet autre de Napoléon : *La révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes*. Après l'armistice, il tend ses voiles pour capter le vent qui monte : *"La guerre a appelé les masses prolétariennes au premier plan. Elle a brisé leurs chaînes. Elle les a extrêmement valorisées. Une guerre de masses se conclut par le triomphe des masses..."*

C'est cette atmosphère d'exaltation que les combattants, les démobilisés trouvent en rentrant chez eux, après quatre ans de guerre, avec le seul bagage de leurs souffrances, de leurs rancunes et de leurs illusions. Les paysans, surtout ceux du Midi, reviennent pour revendiquer leur droit à la terre. Les ouvriers regardent du côté de la Russie, où les bolchéviks mènent, depuis deux ans, une lutte de géants.

L'Europe présente, chaque jour davantage, un décor tragique et grandiose. *"La chute des Hohenzollern en Allemagne - écrit un ancien combattant, Pietro Nenni -, la désagrégation de l'Empire des Habsbourg et la fuite du dernier empereur, le mouvement spartakiste à Berlin, la révolution soviétique en Hongrie, en Bavière, en somme tous les événements extraordinaires et retentissants de la fin de 1918 et du début de 1919 frappent les imaginations et suscitent l'espoir de voir s'écrouler le vieux monde et l'humanité parvenir au seuil d'une ère nouvelle et d'un nouvel ordre social"*.

Des sections d'anciens combattants se constituent un peu partout, que groupe bientôt *l'Association nationale des Combattants*. (...) En janvier 1919, le Comité central de l'Association lance un appel pour la formation d'un parti des combattants. Au premier congrès, qui se réunit à Rome en juin, se manifeste un état d'esprit très hostile aux fascistes et l'on adopte un programme nettement démocratique : convocation d'une Constituante, abolition du sénat et son remplacement par des Conseils élus par toutes les catégories de travailleurs et de producteurs, réduction du service militaire à trois mois et préfiguration d'une patrie *"différente de l'égoïsme national et intégrée dans l'humanité"*.

Comment le parti socialiste va-t-il profiter d'une telle situation, où tout semble le favoriser, où rien ne paraît lui résister, où tous, hommes de gouvernement, fascistes, anciens combattants, emploient son langage et l'attendent à l'épreuve des faits ? Son opposition à la guerre le désigne presque officiellement comme héritier du pouvoir.

Dans un article consacré au quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre, Lénine remarquait : *"La tâche la plus impérieuse de la révolution fut, en Russie, de nature bourgeoise et démocratique. Ce fut de détruire, dans le pays, les survivances du Moyen Age, d'en écarter inlassablement la honte, la barbarie, les entraves à toute culture et à tout*

progrès..." (...) Il faudrait, en Italie aussi, briser la domination des vieilles castes sociales, que la guerre a fait peser plus lourdement, et amener les masses à participer à la vie politique, à construire l'Etat populaire. L'Italie pourrait ainsi achever, enfin, sa révolution nationale, que le *Risorgimento* a escamotée. (...) République, démocratie politique et économique, partage des terres : tel est l'essentiel de cette première étape de la révolution.

Or les "réformistes" du parti et de la C.G.L. ((Confédération générale du travail)) ressuscitent le programme de 1917 (...) surtout pour éviter le terrain brûlant de la lutte pour le pouvoir. L'ordre du jour Turati-Prampolini, voté par la droite à cette réunion de janvier, dit qu'il ne faut pas prendre le pouvoir de crainte "*d'exonérer les classes et les castes qui ont voulu la guerre des terribles responsabilités de ses conséquences*".

Surtout, ces révolutionnaires veulent, disent-ils, "*faire comme en Russie*" et cela se réduit à répéter, comme des hallucinés, les formules que le succès des bolchéviks a mises en circulation. Au lieu de partir des problèmes de la révolution *italienne* pour chercher, "inventer" leurs formules de combat, ils partent de formules toutes faites et mal assimilées pour arriver à la révolution, et ainsi ils n'arriveront nulle part. Lorsque les bolcheviks parlent en Russie des Soviets, les Soviets existent, se sont créés même en dehors d'eux, remontent à la tradition, point oubliée, de 1905, et expriment les tendances profondes d'une démocratie de village et d'usine dont les racines poussent loin dans le passé.

Dans l'Italie de 1919, la classe ouvrière reste sans programme et sans chefs. (...) "*Le renchérissement de la vie, en accroissant le malaise des classes laborieuses, les pousse à de continues demandes d'augmentation de salaire, et les maintient dans cet état d'irritation permanente et d'incertitude du lendemain qui souvent se traduit par des manifestations violentes*". Ainsi les grèves qui s'intensifient vers le milieu de 1919 (200 000 métallurgistes dans le Nord, 200 000 ouvriers agricoles dans les provinces de Novare et de Pavie, les typographes à Rome et à Parme, les ouvriers du textile à Côme, les marins à Trieste, d'autres encore) ne font qu'amener les salaires au niveau du coût augmenté de la vie. Mais la lutte revendicative n'arrive plus à calmer les impatiences. A partir du mois de juin, et pendant quelques semaines, des foules exaspérées se précipitent dans les magasins, imposent des rabais et parfois pillent les marchandises.

Mussolini et les faisceaux - qu'on vient de constituer - proclament leur solidarité "*la plus illimitée avec le peuple des provinces italiennes insurgé contre les affameurs*", exaltent "*les gestes concrets et résolus de sainte vengeance populaire*". Le *Popolo d'Italia* exprime l'espoir que, "*dans l'exercice de son droit sacré, la foule ne se borne pas à frapper les criminels dans leurs biens, mais qu'elle commence aussi à les frapper dans leurs personnes*". Car "*quelques accapareurs pendus aux lanternes, quelques receleurs écrasés sous les pommes de terre ou le lard qu'ils veulent cacher servent d'exemple*". Mussolini dénonce l'embarras du parti socialiste et de la C.G.L., désorientés et débordés, et raille le manifeste dans lequel ils se préoccupent de "*ne pas créer d'illusions faciles*".

Toute l'Italie est dans la rue. Le gouvernement ne peut rien faire parce qu'il ne dispose pas des forces nécessaires pour intervenir partout à la fois. (...) Les commerçants portent, comme à Bologne, les clés de leurs magasins à la Bourse du Travail, tandis que l'administration socialiste impose un barème des prix. (...) Voilà les "Soviets" italiens, tels que

les ont formés les lointaines traditions de la vie municipale et l'histoire récente du mouvement ouvrier. (...) Mais ces "Soviets" ne sont pas faits "comme en Russie", et les soi-disant chefs s'obstinent à en créer de toutes pièces sur le modèle russe.

Par contre on organise, pour les 20-21 juillet, une grève générale - qui aurait dû être internationale - de solidarité avec les Républiques soviétiques de Russie et de Hongrie. Cette grève a été décidée à la Conférence de Southport, mais, à la dernière minute, la CGT française se dérobe et les socialistes italiens seuls tiennent à faire honneur à leur engagement.

Dans les campagnes une révolution s'ébauche, qui échappe elle aussi à tout contrôle des chefs socialistes et syndicalistes. Des masses de paysans anciens-combattants occupent les terres non cultivées, les *latifundia*, et s'y installent. (...) le mouvement s'élargit au mois d'août dans la campagne romaine et gagne le Midi. Le parti socialiste (...) reste étranger à cette poussée des masses rurales, qui ne possèdent la carte d'aucun parti, d'aucun syndicat, et qui parfois se mettent en branle derrière un drapeau tricolore. (...) L'année 1919 est bien l'année de la révolution italienne, de la révolution démocratique. Les masses ont commencé leur lutte pour le pain, pour la terre et pour la liberté

### 3 - Mussolini et le fascisme de la "première heure"

---

Avec la démobilisation, commence pour lui ((Mussolini)) une *aventure personnelle*, une lutte à la vie, à la mort (...). Il n'est encombré d'aucun bagage idéologique ou sentimental. Il n'a, on le sait, "ni les scrupules ni la fidélité de la conviction". Les auteurs ne lui fournissent pas des principes, mais les formules de combat dont il a besoin. Il éprouve, à l'égard de la pensée, une sorte de méfiance et de gêne qui le fait se jeter sur tout ce qui légitime l'irrationnel et l'incohérence. Il pille, souvent à travers des lectures de troisième main, mais avec un sûr instinct, la "volonté de puissance" de Nietzsche, l'"unique" de Stirner, l'intuition bergsonienne, les "mythes" de Sorel, le pragmatisme et, dernière découverte, le relativisme d'Einstein.

Mussolini sait très bien que, même dans la lutte au jour le jour, il ne peut se passer d'idées générales (...). Il lui arrive de faire, alors, de la "philosophie" de pacotille, de racler dans les fonds de tiroir de la rédaction des poncifs qu'il lance avec un air de défiance et de défi (...). Il fait de l'ironie sur les principes éternels et figés, et il affirme que "l'impérialisme est la loi éternelle et immuable de la vie". Il reproche au marxisme d'avoir trop simplifié l'histoire, et proclame en même temps que "c'est le sang qui meut les roues sanglantes de l'histoire". Il échappe ainsi aux schémas pour tomber dans les lieux communs, mais les lieux communs, lorsqu'ils sont imagés, ont, dans cette vaste province qu'est l'Italie, un énorme pouvoir de diffusion. (...) Cynique aussi, puisque, selon un de ses amis qui lui restera pourtant fidèle, "amitié, sentiment n'ont aucune place dans son cœur".

Lorsque la guerre a éclaté (...) il ne va au front qu'avec sa classe et dès qu'il est blessé, dans un incident banal au cours d'exercices pour le lancement de grenades, il rentre à Milan et y reste jusqu'à la fin de la guerre. (...) Il paie, avec ses trente-huit jours de tranchée, la

rançon strictement nécessaire pour pouvoir, sans être trop gêné, revenir à son journal et y lutter pour son propre avenir.

Le 10 novembre 1918, jour du "cortège de la victoire", il monte dans un camion d'*arditi*. Après une randonnée dans les rues de Milan, ils échouent tous dans un grand café du centre. Là, Mussolini harangue ses hommes : "*Arditi* ! Camarades ! je vous ai défendus lorsque les lâches philistins vous diffamaient... L'éclair de vos poignards et le craquement de vos bombes feront justice de tous les misérables qui voudraient empêcher la marche de plus grande Italie. Elle est à vous !... A vous !" Les *arditi* lèvent leurs poignards, les enfoncent autour du drapeau qu'on a étendu sur le sable et crient en chœur : "Vive l'Italie !" Ainsi est constituée une garde du corps pour parer au plus pressé.

Peut-être va-t-on vers la création de ce *Parti du travail* - à l'image du Labour Party anglais - auquel bien des dirigeants de la C.G.L. sont favorables. Mussolini pourrait y collaborer avec son journal, qui, entre-temps, est devenu, de "quotidien socialiste", quotidien des "producteurs". Ainsi mène-t-il dans le *Popolo d'Italia* une campagne en faveur de l'unité syndicale et, en particulier, de la fusion avec la C.G.L. de l'"Union italienne du Travail", dont les dirigeants sont ses amis et prônent, avec lui, une sorte de "socialisme national". (...) Même ceux qui ont voulu la guerre seront admis et Mussolini pourra retrouver d'un coup ce contact avec les masses que les années de guerre lui ont fait perdre.

Mais, en même temps, il ne veut pas partager avec les socialistes "droitiers" le risque d'être débordé par les masses, devenues impatientes et exigeantes. Ainsi Mussolini fait en même temps du "socialisme national" et de la démagogie. Il est ainsi, sans encore s'en douter, le précurseur de tous les "fascismes". Dès janvier, il prend position pour la grève des P.T.T., pour les cheminots. "On doit accepter, écrit-il, leurs revendications tout de suite. Faut-il deux, trois, cinq milliards ? Qu'on les trouve. A l'intérieur, par le recensement de la richesse nationale, à l'étranger, par des emprunts". Les cheminots doivent réaliser leur unité syndicale : une seule organisation les rassemblera tous, "de l'inspecteur au manœuvre".

Au cours des émeutes de juin-juillet contre la cherté de la vie, Mussolini et les fasceaux se livrent à une surenchère effrénée vis-à-vis des socialistes et de la C.G.L. Le refrain de Mussolini est celui de tous les démagogues, dont la démagogie couvre et sert un opportunisme foncier : "faire payer les riches !". (...) "Les caisses sont vides, écrit-il le 10 juin, qui doit donc les remplir ? Pas nous, certes, qui ne possédons ni maisons, ni automobiles, ni usines, ni terres, ni fabriques, ni bank-notes ; ceux qui le peuvent doivent payer. Voici ce que nous proposons actuellement : ou bien les possédants s'exproprient eux-mêmes, ou bien nous convions la masse des anciens combattants à marcher sur ces obstacles et à les culbuter". (...) Il suit le courant, il le devance parfois sans s'y abandonner, il l'excite même, mais pour mieux le déjouer, car tous ses goûts et ses besoins le poussent de l'autre côté de la barricade.

Tout en demandant au gouvernement une politique extérieure ultra-nationaliste, il dirige sa campagne *contre l'Etat*. Elle flatte l'anarchisme latent du peuple italien et surtout de la moyenne bourgeoisie : officiers démobilisés et mécontents, étudiants mal à leur aise sur les bancs de l'Université, boutiquiers en lutte contre les impôts, déclassés de toute sorte qui veulent "du nouveau", en assurant au fascisme naissant un halo indispensable de non-

conformisme et d'hérésie. En même temps et par-dessus tout, elle répond aux revendications des industriels, des commerçants, de la bourgeoisie capitaliste en général. Le *Popolo d'Italia* proclame l'incapacité de l'Etat à gérer les services publics et propose qu'ils soient confiés à l'industrie privée et que l'Etat se dépouille de toute fonction économique. Cela devient le leitmotiv commun à l'agitation fasciste et aux assemblées des "congrégations" économiques, comme celle qui se tient à Gênes, au début d'avril 1919, et où industriels et agrariens d'Italie concluent un pacte d'alliance pour lutter en même temps contre les monopoles d'Etat, contre les survivances de l'économie de guerre et contre le "bolchevisme".

Il trouve ainsi le moyen de satisfaire à la fois les passions vagues des foules et les intérêts précis des capitalistes, selon cette *ambivalence* des formules qui est une de ses grandes ressources. Cette *ambivalence* est l'une des caractéristiques essentielles de l'idéologie et de la propagande du fascisme, de tous les fascismes, et il est naturel qu'on la trouve dans les discussions et les proclamations de la Conférence du 23 mars 1919 à Milan, où les délégués et les partisans des "faisceaux" se sont rencontrés pour constituer une organisation nationale. (...) La grosse majorité est constituée par les survivants des "Faisceaux d'action révolutionnaire" de 1914-1915, et par les anciens "interventionnistes" de gauche. Le programme qui sort de cette réunion et que la nouvelle organisation, les *Faisceaux italiens de combat*, lancera en juin s'en ressent.

Voici ce que les faisceaux de combat réclament : Dans le domaine *politique* : *Suffrage universel avec représentation proportionnelle et vote des femmes. Suppression du Sénat. Convocation d'une assemblée nationale dont la première tâche sera de définir la forme et la constitution de l'Etat.*

Dans le domaine *social* : *Journée légale de huit heures. Minimum de salaire. Participation des représentants des travailleurs à la gestion technique de l'industrie. Retraite pour les vieux travailleurs à cinquante-cinq ans.*

Dans le domaine *financier* : *Impôt extraordinaire sur le capital, fort et progressif, ayant le caractère d'une vraie EXPROPRIATION PARTIELLE de toutes les richesses. Confiscation de tous les biens des congrégations religieuses et abolition de toutes les menses régionales. Révision de tous les marchés de guerre avec prélèvement de 85% sur le bénéfice.*

Mussolini rédige la déclaration suivante : "*Le Rassemblement du 23 mars déclare s'opposer à l'impérialisme des autres peuples au préjudice de l'Italie, et à l'impérialisme éventuel de l'Italie au préjudice d'autres peuples*".

Tout est annulé par cette seule formule du discours que Mussolini y prononce : "Nous, les fascistes, nous n'avons pas de doctrine préétablie : notre doctrine, *c'est le fait*." Or, les "faits", dans l'Italie de 1919, sont loin d'être encourageants pour le mouvement fasciste, et pour Mussolini, qui garde toujours un sens très sûr des réalités et n'a rien d'un "fou de Dieu" ou d'un Don Quichotte.

Nous sommes loin des 1000 faisceaux prévus en mars 1919, des 300 espérés en juillet. (...) L'état du mouvement fasciste est encore si chaotique et la situation si peu favorable que les faisceaux adoptent, en vue des élections, les tactiques les plus différentes, suivant les possibilités et les résistances locales. (...) Presque partout, les anciens

combattants font liste à part et excluent les fascistes. (...) Les anciens combattants le considèrent comme un embusqué, un vendu et son nom rendrait la liste trop vulnérable. (...) Mussolini rompt alors les pourparlers et présente une liste à lui, qui obtient, aux élections de novembre, quelque 5000 voix, sur environ 270 000 votants dans la circonscription de Milan.

L'échec électoral a désorienté et démoralisé les faisceaux. Mussolini, lui, ne se sent pas encore perdu. (...) Contre les foules immenses, mais informes, qui grossissent les manifestations socialistes et qui votent "rouge", Mussolini dispose de groupes armés, de têtes brûlées décidées à tout, qui n'hésitent pas devant un mauvais coup. Ce sont les *arditi*, qui se retrouvent dans chaque ville au siège de leur association, devenue presque partout un centre d'organisation armée, étroitement liée aux faisceaux. Les *arditi* font confiance à Mussolini, qui les flatte et les excite.

C'est ainsi qu'en avril 1919, les *arditi* sont partis de leur *covo* (tanière), pour attaquer par surprise le siège de l'*Avanti.*, le quotidien socialiste, qu'ils saccagent et qu'ils incendient. (...) Lorsque les fonds de la souscription pour Fiume sont épuisés, ou inutilisables, à la suite du scandale soulevé par les deux rédacteurs renvoyés, c'est l'argent des industriels qui permet à Mussolini de continuer à entretenir sa "petite armée". Vers la fin de l'année, les industriels lui apportent de grosses sommes : Mussolini commence une grande campagne pour les armements navals et aériens, et pour le développement de la marine marchande. (...) Le 23 décembre, il annonce qu'il va aussi engager la lutte pour une politique extérieure d'expansion.

#### 4 - La Révolution traverse l'Adriatique

---

Le 12 septembre 1919, au moment où il parle à la Chambre, le président du Conseil, Nitti, qui ne se doutait de rien, apprend par un télégramme que D'Annunzio a occupé Fiume. (...) De graves incidents se produisent à la fin juin et au début de juillet à Fiume : des soldats français du corps d'occupation sont massacrés ou blessés. (...) Des démonstrations pour Fiume ont lieu dans toute l'Italie : avec les nationalistes et les fascistes, de nombreux officiers en uniforme y participent. Nitti (...) n'arrive pas à enrayer le courant.

D'Annunzio avait pris le commandement de l'expédition de Fiume à la dernière minute, mais, tel un dieu créateur, il la transforme "à son image et ressemblance". Fiume devient avec lui le théâtre d'une merveilleuse aventure, qu'il vit jusqu'au bout dans une sorte de délire. (...) Fiume devient le réceptacle d'un mélange hétéroclite d'idéalistes, de désœuvrés et de fripons, les uns enivrés par leur passion patriotique, les autres poussés par le goût de l'aventure ou le besoin de jouissance. (...) Les nationalistes soufflent sur le feu, parce que l'aventure de Fiume peut provoquer d'un moment à l'autre un conflit avec la Yougoslavie, et qu'ils espèrent réaliser ainsi les revendications territoriales de l'Italie dans l'Adriatique. Les franc-maçonneries aussi, par esprit patriotique et quarante-huitard, et parce qu'elles reflètent la confusion mentale de la moyenne bourgeoisie italienne.

L'anarchiste Malatesta, qui a environ soixante-sept ans, et qui est rentré depuis quelques jours de l'exil, est le seul vrai révolutionnaire qui se soit trouvé en Italie dans la période 1919-1920. (...) Le mot "révolution" a pour lui une signification précise et implique

un itinéraire dont le point final est Rome. Peu importe le point de départ : ce sera Fiume, puisque, à Fiume, il y a D'Annunzio, qui peut être gagné, et des armes, dont on peut s'emparer. Malatesta pense qu'il faut faire la révolution au plus tôt, car, dit-il, "si nous laissons passer le moment favorable, nous devrons ensuite payer par des larmes de sang la peur que nous faisons maintenant à la bourgeoisie". (...) Malatesta entre donc en rapport avec D'Annunzio.

Malatesta a pour lui et contre lui d'être en dehors des cadres officiels du mouvement ouvrier. Il est dégagé de toute routine et soutenu par une volonté d'acier. Mais les socialistes, qui tiennent encore les masses, se méfient de lui comme de D'Annunzio. Certains des "conspirateurs", aux réunions secrètes de Rome, mettent comme condition le concours ou tout au moins l'approbation du parti socialiste et de la C.G.L.. Ceux-ci, alertés, repoussent tout accord sur ce plan. (...) Ainsi toute liaison possible entre l'entreprise de Fiume et une révolution populaire en Italie est brisée. La "marche sur Rome" se fera à droite. L'occupation de Fiume, en se prolongeant, fournira au fascisme le modèle de ses milices et de ses uniformes, le nom de ses escouades, ses cris de guerre et sa liturgie. Mussolini empruntera à D'Annunzio tout son scénario, y compris les dialogues avec la foule. (...) Il guette patiemment sa succession.

## 5 - Nitti, Giolitti, don Strurzo

---

Aux élections de 1919, les masses ont exprimé leur hostilité à la guerre et leur besoin de justice sociale en votant pour les socialistes et pour les "populaires". Ces deux partis ont, à eux seuls, la majorité dans la nouvelle Chambre : 256 mandats sur 508 sièges.

La parti socialiste, incapable aussi bien d'action directe que de manœuvre politique de grande envergure, piétinera sur place pendant trois ans, jusqu'à ce que le fascisme tranche sans lui et contre lui le nœud du pouvoir.

Le manifeste lancé au mois d'août par la fraction maximaliste, qui domine le parti, se prononce pour une révolution sans transitions ni délais : "L'instauration de la Société socialiste, dit ce manifeste, ne peut s'accomplir par décret ou par décision d'un Parlement ou d'une Constituante. Les formes hybrides de collaboration entre Parlement et Conseils d'ouvriers devront également être condamnées et rejetées. Il faut au contraire pousser le prolétariat à la conquête violente du pouvoir politique et économique, qui devra être entièrement et exclusivement confié aux Conseils des Ouvriers et des Paysans, avec des fonctions en même temps législatives et exécutives".

Le manifeste (...) l'explique : le parti doit lutter "sur le terrain électoral et dans les institutions de l'Etat bourgeois pour la propagande la plus intense des principes communistes, et pour faciliter le renversement de ces organes de la domination bourgeoise". En pratique, les députés et les maires socialistes consacrent le meilleur de leur activité, comme avant la guerre, à prôner et à réclamer des travaux publics, à créer des syndicats et des coopératives, à faire de l'administration ordinaire, parfois de l'excellente administration.

A Moscou, le résultat du Congrès de Bologne, qui ratifié à l'unanimité l'adhésion à la 3ème Internationale, est salué comme un grand succès. Cependant, Lénine écrit vers la fin octobre à Serrati, pour mettre en garde contre "une insurrection prématurée", en ajoutant des éloges et un conseil : "Le merveilleux travail des communistes italiens nous garantit qu'ils réussiront à gagner à la cause du communisme *tout le prolétariat industriel et agricole, ainsi que les petits propriétaires*, ce qui est la condition même de leur victoire".

Les éloges sont immérités, et le conseil ne sera pas suivi. Le travail du parti n'est pas "merveilleux" - loin de là ! - et, au lieu de s'efforcer de gagner "*tout le prolétariat industriel et agricole, ainsi que les petits propriétaires*", le parti continue à se griser de mots, à rédiger sur le papier des projets de Soviets, en livrant à eux-mêmes les conseils d'usine dans le Nord, et les paysans affamés de terres dans le Midi. Une grande partie des petits propriétaires ruraux reste, ou passe, sous le contrôle du "Parti populaire italien", qui vient de se constituer. Ce parti a obtenu aux élections de novembre plus d'un million de voix et compte une centaine d'élus. Le Vatican en a permis la création à la fin de 1918 pour dresser un barrage contre la marée socialiste naissante.

Nitti a réorganisé les forces de police, à peu près inexistantes au début de 1919, et créé la "garde royale", qui joue un rôle très actif dans la répression des manifestations populaires, même des plus pacifiques. Entre octobre 1919 et mai 1920, quelques centaines d'ouvriers et de paysans ont été tués et blessés dans toutes les régions d'Italie. Socialistes et fascistes crient au "policier".

Nationalistes et fascistes italiens trouvent dans leur opposition à Nitto tous les encouragements utiles chez l'ambassadeur de France à Rome, Barrère, qui suit à cet égard les instructions de Clemenceau. Celui-ci avait déclaré, après les élections de novembre 1919, "qu'il ferait n'importe quoi et qu'il autoriserait n'importe quels moyens" pour empêcher que l'Italie cède à la marée révolutionnaire. L'ambassade de France à Rome (...) est devenue le "quartier général de la campagne contre les socialistes".

Après quelques semaines de crise, Nitto, au début juin, est définitivement éliminé, surtout parce que le successeur est tout prêt : Giovanni Giolitti. Giolitti a, comme Mussolini, sa revanche personnelle à prendre. Il n'a pas voulu l'intervention de l'Italie dans la guerre au printemps 1915, il ne l'a pas voulue, surtout à ce moment-là et dans les conditions où elle allait se produire. La bourgeoisie italienne qui, en 1915, a adhéré à la guerre pour se débarrasser du mouvement ouvrier, en train de devenir trop puissant, se jette maintenant pour les mêmes raisons dans les bras de l'homme de la neutralité, du "traître" Giolitti.

## 6 - Grandeur et décadence du maximalisme

---

Après l'armistice, et surtout après les élections de novembre 1919, il se produit une ruée vers la Confédération du Travail "rouge" qui entraîne toutes les catégories, y compris les employés privés, les techniciens, les fonctionnaires de l'Etat : dans plusieurs localités, des associations de petits commerçants adhèrent à la Bourse du Travail. Les 321 000 syndiqués que la C.G.L. comptait à la veille de la guerre montent, vers la fin de 1920, à 2 200 000/ Ce même phénomène se produit, du reste, dans tous les pays : en France, la CGT passe d'un

million d'adhérents en 1914 à 2 400 000 au début de 1920 ; en Allemagne, les deux millions et demi de 1913 bondissent à 8 millions en 1920 ; en Angleterre même, les statistiques diligentes des Trade Unions marquent, pour la même période, une augmentation de 1 572 391 à 4 317 537 du nombre de leurs adhérents.

En janvier 1920 se mettent en grève postiers et cheminots : entre fin février et fin mai se multiplient les grèves des travailleurs agricoles dans les provinces de Ferrare, de Mantoue, de Novare, de Pavie, de Padoue, de Vérone, d'Arezzo, de Parme. La vague atteint aussi les organisations "blanches" (catholiques) de Soresina (Crémone). Toutes ces grèves ont un caractère nettement économique, et tendent à élever les salaires au niveau toujours croissant du coût de la vie. Elles n'obéissent à aucun dessein préconçu. (...) C'est une énorme dispersion d'énergies, une cascade de mouvements qui arrivent à paralyser, dans certaines zones rurales, la production pendant de longues semaines et des mois, mais dont le coefficient politique reste nul.

Le moindre fait peut provoquer l'arrêt du travail (...). Dans quelques cas, les revendications "politiques" passent au premier plan, comme dans cette grève générale du mois d'avril à Turin, dont l'enjeu est la reconnaissance des Conseils d'usine par les industriels, et qui se termine par une grave défaite ouvrière. (...) Le gouvernement a décidé l'adoption de l'"heure légale", l'heure d'été, et la direction de Fiat fait avancer les aiguilles de la grande horloge de l'usine. (...) Mussolini, après avoir appelé ce mouvement "la première grande révolution du peuple italien contre ceux qui le gouvernent", y donne toute son adhésion : "Moi aussi, écrit-il, le 6 avril 1920 dans son journal, je suis contre l'heure légale, parce qu'elle représente l'une des formes de l'intervention et de la coercition de l'Etat. Je n'en fais pas une question politique, nationaliste ou utilitaire, je suis pour l'individu et je pars en campagne contre l'Etat... A bas l'Etat sous toutes ses formes, et quelle que soit son incarnation. L'Etat d'hier, d'aujourd'hui, et de demain, l'Etat bourgeois et l'Etat socialiste."

La C.G.L. se prononce contre les actions locales : "La situation actuelle, proclame-t-il, indique que la crise bourgeoise s'accélère et que le heurt formidable entre bourgeoisie et prolétariat s'approche (...) Travailleurs ! La révolution prolétarienne ne peut être l'œuvre d'un groupe d'hommes, elle ne peut s'accomplir en une heure. Elle est le résultat d'une préparation formidable, réalisée à travers des efforts inouïs et par une discipline de fer". (...) Derrière ce bavardage, il n'y avait absolument rien.

Et tandis que les chefs syndicalistes et socialistes piétinent et hésitent, la bourgeoisie commence à se ressaisir. Certains symptômes l'encouragent : les ardisti ont pu, en avril 1919, incendier l'*Avanti*, et en novembre, jeter des bombes sur le cortège socialiste à Milan, sans qu'il s'ensuive la moindre réaction sérieuse.

Le 7 mars 1920, à un moment où les luttes ouvrières atteignent leur plus haut degré d'intensité, se réunit à Milan la première Conférence nationale des industriels italiens : la *Confédération générale de l'Industrie* est créée, qui embrasse toute la grande industrie et les trois quarts de la moyenne et de la petite industrie et qui, étroitement liée à l'*Association des Sociétés par Actions*, va exercer dans la vie nationale un rôle prépondérant. (...) Un plan complet d'action commune est élaboré : tout y est prévu, depuis l'organisation centralisée de tous les fabricants jusqu'aux formes de lutte contre les syndicats ouvriers et la réhabilitation

politique de Giovanni Giolitti. Au début, la Confédération obtient son succès par l'écrasement de la grève générale de Turin, la grève des "aiguilles".

Peu après, le 18 août, se constitue la *Confédération générale de l'Agriculture*. (...) Industriels et agrariens n'iront plus au combat en ordre dispersé. Aux vagues intermittentes et locales de l'action ouvrière, ils pourront opposer une force de défense et d'attaque organisée sur une base nationale et fortement centralisée.

Les socialistes ne sont pas entrés dans le nouveau gouvernement, mais Giolitti n'a pas renoncé à leur concours. Dans ses déclarations à la Chambre, il va aussi loin que possible pour gagner leur confiance. Il espère pouvoir revenir aux méthodes qui lui ont réussi avant la guerre : éliminer, grâce à un dosage opportun de la protection douanière, le conflit d'intérêts entre industriels et agrariens ; faire bénéficier aux bénéfices de cette protection certaines catégories du prolétariat industriel de l'Italie du Nord et les salariés agricoles de la vallée du Pô. (...) Mais 1920 n'est pas 1910. Le parti socialiste et la C.G.L. ne sont plus les organisations d'une "aristocratie" ouvrière : des masses nouvelles sont entrées en mouvement ; pour les guider, il faut autre chose que les expédients et les recettes d'autrefois. La crise économique, qui s'aggrave de jour en jour, rend l'ancien compromis difficile.

Un groupe de jeunes intellectuels, dont le chef était Antonio Gramsci, avait accompli à Turin un effort considérable d'élaboration doctrinale et d'organisation pratique, en partant du mouvement des Conseils d'usine qui avait atteint dans cette ville un certain degré de maturité et de puissance. Mais l'effort de ces éléments se brisait contre l'incompréhension du parti socialiste et surtout contre leur propre inexpérience et leur isolement.

La F.I.O.M. (Fédération des Ouvriers métallurgistes), qui a déjà dû mener de longues grèves pour arriver à conclure certains contrats régionaux, ne veut plus s'exposer à une nouvelle grève qui risquerait de durer plusieurs mois. Les ouvriers s'y épuiseraient et la victoire n'est rien moins que certaine. (...) c'est alors que les stratèges de la F.I.O.M. qui appartiennent tous à l'aile droite du parti socialiste, décident, devant l'intransigeance obstinée et maladroite des industriels, d'employer la grève perlée. Les industriels se disposent à répondre à l'"obstructionnisme" par le lock-out. Les ouvriers seront ainsi forcés à la grève qu'ils veulent maintenant éviter. Lorsqu'à Milan, le 30 août, la direction de l'Alfa-Romeo fait évacuer son usine et ferme ses portes pour liquider la "grève sur le tas", la F.I.O.M. donne l'ordre aux ouvriers d'occuper les usines, pour devancer et empêcher le lock-out, pour arracher des mains des industriels cette arme redoutable.

Cette occupation des usines, qu'on a souvent représentée comme une sorte de point culminant d'une fièvre révolutionnaire, est, à son origine, un simple *Ersatz* de la grève devenue trop difficile, un moyen plus économique pour imposer le nouveau contrat collectif de travail. Les dirigeants de la F.I.O.M. caressaient même - sans oser l'avouer - l'espoir que l'occupation aurait une issue politique avec la participation des socialistes au pouvoir.

Le 31 août, les ouvriers envahissent deux cent quatre-vingts établissements métallurgiques de Milan. le mouvement s'étend dans les deux jours suivants à toute l'Italie, en devançant parfois les ordres de dirigeants. (...) Les travaux en cours se poursuivent assez bien, mais la difficulté du ravitaillement en matières premières se fait bientôt sentir. L'argent

pour payer les services fait aussi défaut ; on n'en a presque pas trouvé dans les caisses ouvertes après l'occupation. Les premiers enthousiasmes tombés, une partie des ouvriers se fatigue de rester tout le temps dans l'usine. (...) Les quelques semaines d'occupation demandent aux ouvriers (...) une profusion d'énergie morale, un effort vers des formes supérieures d'activité, que l'historien impartial doit retenir parmi les plus belles pages de l'idéalisme prolétarien, de l'idéalisme tout court.

Le directeur du *Corriere della Sierra*, le sénateur Albertini, monte chez Turati et lui dit que le moment est venu pour les socialistes d'aller au pouvoir. (...) faut-il reprendre les négociations avec les industriels, désormais décidés à céder sur tous les points ? répondre non, c'est donner l'ordre de l'insurrection générale, car il est impossible de garder plus longtemps les ouvriers dans les usines sans leur donner de nouveaux objectifs. (...) L'insurrection armée est impossible, car rien n'est prêt. Les masses se sentent sûres derrière les murs des usines (...) qu'elles tiennent comme des gages que le gouvernement hésitera à détruire à coups de canons pour en déloger les occupants.

La C.G.L. offre aux maximalistes et aux communistes qui sont à la tête du parti de prendre la direction du mouvement, en sachant très bien qu'ils n'ont aucune envie de s'en charger. (...) Les dirigeants du parti (...) peuvent crier à tue-tête à la "trahison" de la C.G.L. ; ils ont ainsi quelque chose à offrir aux masses qu'ils ont abandonnées au moment décisif, heureux qu'une telle issue leur permette de "sauver la face".

L'occupation des usines marque le déclin du mouvement ouvrier, la fin sans gloire du "maximalisme", dont le cadavre continuera à encombrer le terrain de la lutte, jusqu'à ce que le fossoyeur fasciste le balaie. (...) Les faisceaux, anémiés et à peu près inexistants avant septembre 1920, se multiplient dans les trois derniers mois de l'année. Ce n'est pas le fascisme qui a vaincu la révolution, c'est l'inconsistance de la révolution qui provoque l'essor du fascisme.

La bourgeoisie a reçu, avec l'occupation des usines, un *choc psychologique* qui explique sa fureur et qui détermine ses attitudes successives. Les industriels se sont sentis frappés dans leur droit à la propriété et au commandement ; ils se sont vus évincés des usines, où le travail continuait, bien ou mal, en leur absence. Ils ont reçu la secousse de celui que la mort a frôlé. (...) Ils ressentent surtout une noire rancune contre Giolitti, qui "ne les a pas défendus", qui leur a imposé par décret le contrôle des industries. (...) La précipitation se fait dans le sens d'une lutte à mort contre la classe ouvrière et contre l'"Etat libéral".

Les vainqueurs d'hier, d'autre part, sont démoralisés : ils ont accompli un effort surhumain, ont bu aux sources enivrantes de la production libre, pour se retrouver finalement dans l'atmosphère de la veille et, ce qui est plus grave, sans perspectives d'avenir.

## 7 - La contre-révolution "posthume et préventive"

Industriels et agrariens couvent maintenant une sombre fureur et sont maintenant prêts à tout, à vendre leur âme au diable pour avoir, n'importe comment, leur revanche. Les incendies qui bientôt embraseront par centaines les sièges d'organisations ouvrières et

socialistes et les maisons de travailleurs "rouges" ou même "blancs", le sang versé, leur apparaîtront comme le rituel d'une cérémonie expiatoire, nécessaire pour purifier le temple violé de la propriété.

Giolitti essaie un coup de maître et le réussit : acheter Mussolini et le séparer de D'Annunzio. (...) Mussolini ferait partie du cabinet. (...) Giolitti et son ministre de la guerre, Bonomi, sont animés des meilleures intentions envers les fascistes, qu'ils espèrent utiliser contre les socialistes. Mussolini repousse donc en ce moment toute idée de "marche sur Rome".

A la veille de Noël, les troupes italiennes avancent : quelques coups tirés sur le palais du gouverneur, l'hostilité du Conseil national et de la population amènent la capitulation de D'Annunzio. (...) D'Annunzio est un acteur qui ne peut pas jouer devant un théâtre vide.

Les socialistes disposent encore, à la fin de 1920, d'une force imposante : 156 députés au parlement, environ un tiers des communes, plus d'un tiers des conseils provinciaux, huit mille coopératives, deux millions d'adhérents à la C.G.L. (...) L'heure de la conquête "directe et violente" du pouvoir est définitivement passée. (...) Lénine lui-même ne l'a pas crue possible : "Nous ne voulons pas d'une seconde Hongrie", déclare-t-il. Mais il espère que la situation redeviendra favorable et demande au parti socialiste de chasser de ses rangs Turati et ses amis. "Expulsez les réformistes du parti et appuyez ensuite un gouvernement Turati", conseille-t-il à Serrati.

La campagne qu'on mène contre les "réformistes", et qui aboutit à la première scission - celle de Livourne -, rend la seconde partie du plan inapplicable. (...) Au Congrès de Livourne, qui se tient en janvier 1921, les "maximalistes" (centristes) emportent la majorité avec 98 028 voix ; les communistes suivent avec 58 183, la droite n'obtient que 14 625 voix. (...) Les communistes, à la tête du parti en septembre, ont été aussi incapables que les autres ; parti nouveau, ils seront poussés à gauche par "infantilisme" et par besoin de se différencier.

Au cours du premier trimestre de 1921, le nombre de grévistes est tombé (...) une diminution d'environ 77 et 80%. Dans son article de fin d'année 1920, Mussolini constate que "depuis trois mois, la psychologie des masses ouvrières italiennes est profondément modifiée". (...) le fascisme s'affirme en Italie à la fin de 1920 et surtout au cours du premier semestre de 1921, à une époque (...) où l'ordre est en train de se rétablir par le double concours des facteurs économiques et de la décomposition du parti socialiste.

La grande poussée fasciste commence dans la vallée du Pô et en Toscane, où les agrariens sont aux prises, là avec les salariés, ici avec les métayers. C'est de cette époque que date un phénomène décisif pour la suite des événements : l'irruption des "ruraux" dans les rangs fascistes. En 1919, Mussolini pensait que les faisceaux ne pouvaient surgir que dans les villes ; vers la fin de 1920, les agrariens "découvrent" le fascisme, l'adoptent et le marquent de leur esprit. (...) "Dans l'âme de l'agrarien et du paysan enrichi, a-t-on remarqué, la haine, ce sentiment ancestral de défiance envers quiconque aspire à une nouvelle répartition de la terre, se réveille. L'ennemi, c'est aujourd'hui le salarié organisé, comme hier c'était la va-nu-pieds. Contre lui, tout devient légitime".

La plaine du Pô, où le choc se produit, est une région de culture intensive et de très haut rendement. Depuis des siècles, des terres y sont arrachées aux eaux stagnantes, aux roseaux, à la malaria. (...) la population est surabondante et ne veut pas émigrer ; après la guerre, elle ne le pourrait pas. Il faut donc trouver du travail sur place et, puisque chacun n'arrive à s'employer en moyenne que cent vingt ou cent trente jours par an, il faut que les salaires soient assez élevés pour permettre de ne pas crever de faim le reste de l'année. A travers des luttes mémorables, qui se renouvellent fréquemment à la veille des récoltes et qui durent parfois des mois, les organisations ouvrières ont obtenu que l'embauchage de la main d'œuvre passe par le bureau syndical de placement.

Le propriétaire agraire avait été pendant de longues années le maître absolu du pays, le chef de la commune, le dirigeant de toutes les institutions publiques locales et provinciales. Il est évincé de partout. A la campagne, il doit compter avec la *lega* et avec le bureau de placement ; sur le marché, avec la coopérative socialiste qui fixe les prix ; dans la commune, avec la liste rouge, qui passe à des majorités écrasantes. Plus de profit, plus d'honneurs, plus de pouvoir, ni pour lui, ni pour ses fils.

Le 20 octobre, le ministre de la guerre du cabinet Giolitti, l'ancien socialiste Bonomi, (...) envoie une circulaire (...) dans laquelle il est dit que les officiers en cours de démobilisation (il y en a environ 60 000) seront envoyés dans les centres les plus importants, avec l'obligation d'adhérer aux "faisceaux de combat", qu'ils doivent diriger et encadrer : on leur gardera les quatre cinquièmes de leur solde. Ainsi les faisceaux pourront réaliser d'eux-mêmes la partie du programme du colonel A.R. sur les "actions punitives locales".

21 novembre 1920 (...) à Bologne, aux élections municipales, la liste socialiste, composée presque entièrement d'éléments d'extrême gauche, a obtenu 18 170 voix contre 7985 au bloc national et 4694 aux populaires. (...) Les fascistes locaux, furieux de l'échec subi, déclarent sur tous les tons qu'ils empêcheront la municipalité socialiste de fonctionner. (...) Dès que le nouveau maire apparaît, la foule l'acclame, mais les fascistes, qui guettent en rangs serrés et armés aux coins de la place, commencent à tirer. (..) Neuf morts et une centaine de blessés, *tous socialistes ou sympathisants*.

Une atmosphère de fureur se crée et oppose les deux camps ; les hésitants s'écartent ou passent aux fascistes. Les socialistes, qui n'ont su ni utiliser la légalité, ni organiser l'illégalité, voient se dresser contre eux en même temps les escouades fascistes et la force publique. L'ère des violences, des représailles et des "expéditions punitives" commence.

La province de Ferrare a été une terre d'élection du syndicalisme révolutionnaire et antisocialiste. Entre 1907 et 1913, des grèves agricoles d'une extrême violence se sont succédé. (...) Quand la résistance patronale se prolongeait, ils n'étaient pas sans ressources, car "une seule allumette", expliquaient-ils, pouvait détruire la récolte de l'agriculteur obstiné. Les masses rurales de cette province ont toujours été la proie facile des démagogues, des amis et collaborateurs de Mussolini ; la propagande socialiste n'a mordu qu'assez superficiellement sur elles, ce qui explique en partie pourquoi la zone de Ferrare a été la première à céder à la pression fasciste.

L'Association agrarienne se laisse persuader de céder quelques milliers d'hectares en bail direct à des agriculteurs individuels (...), des terres les plus mauvaises. (...) les fascistes peuvent s'écrier : "Vous voyez, les socialistes vous promettaient tout, et ne vous donnaient rien (...) Les faisceaux ont installé des centaines de familles qui pourront travailler toute l'année sur *leur* terre". (...) Les "ligues" paysannes (...) passent en bloc aux syndicats fascistes, sous le drapeau de la lutte contre la "tyrannie socialiste". C'est dans la province de Ferrare que surgit, le 25 février 1921, dans la commune de San Bartolomeo in Bosco, le premier syndicat fasciste, au siège de l'ancienne *lega* socialiste. Les coopératives suivent bientôt les syndicats et les randonnées des camions de chemises noires imposent la démission des administrations socialistes.

Dans la vallée du Pô, la ville est, en générale, moins "rouge" que la campagne, parce qu'en ville se trouvent les seigneurs agrariens, les officiers des garnisons, les étudiants des universités, les fonctionnaires, les rentiers, les membres des professions libérales, les commerçants. C'est dans ces catégories que se recrutent les fascistes et ce sont elles qui fournissent les cadres des premières escouades armées. L'expédition punitive part donc presque toujours d'un centre urbain et rayonne dans la campagne environnante. Montées sur des camions, armées par l'Association agrarienne ou par les magasins des régiments, les "Chemises noires" se dirigent vers l'endroit qui est le but de leur expédition. Une fois arrivé, on commence à frapper à coups de bâton tous ceux qu'on rencontre dans les rues qui ne se découvrent pas au passage des fanions ou qui portent une cravate, un mouchoir, un corsage rouges. Si quelqu'un se révolte, s'il y a un geste de défense, si un fasciste est blessé ou un peu bousculé, la "punition" s'amplifie.

On se précipite au siège de la Bourse du Travail, du Syndicat, de la Coopérative, à la Maison du peuple, on enfonce les portes, on jette dans la rue le mobilier, livres, marchandises, et on verse des bidons d'essence : quelques minutes après, tout flambe. Ceux qu'on trouve dans le local sont frappés sauvagement ou tués. Les drapeaux sont brûlés ou emportés comme des trophées. Le plus souvent, l'expédition part avec un but précis, celui de "nettoyer" la localité. Les camions s'arrêtent alors tout de suite devant les sièges des organisations "rouges" et on les détruit. Des groupes fascistes vont à la recherche des "chefs", maire et conseillers de la commune, secrétaire de la "ligue", président de la coopérative : on leur impose de se démettre, on les "bannit" pour toujours du pays, sous peine de mort ou de destruction de leurs maisons. S'ils se sont sauvés, on se venge sur leur famille.

Lorsque le dirigeant local tient bon malgré tout, on le supprime. On arrive la nuit devant sa maison, on l'appelle, avec une ruse quelconque, pour déjouer sa méfiance : dès qu'il ouvre la porte, on décharge les armes sur lui, on l'abat sur le seuil. (...) En Vénétie Julienne, l'offensive fasciste se complique et s'alimente d'une lutte contre les "allogènes". (...) Les faisceaux jouent ici un rôle officiel : ils représentent l'"italianité" qu'on veut imposer à la région et les autorités, les forces de police et l'armée collaborent avec eux ouvertement. Ils sont aidés encore par les subventions et l'appui des sociétés minières du Carso et des armateurs, qui veulent brider les ouvriers des nombreux chantiers navals, de Trieste jusqu'à Pola.

A Trieste, les ouvriers répondent, comme toujours, par la grève générale. Mais c'est dans la zone rurale de l'Istrie, (...) que commence "l'œuvre de destruction systématique de tout ce qui est bolchevik", toujours avec le concours direct de la force publique. (...) le 28 février, la Bourse du Travail de Trieste est attaquée pour la troisième fois et entièrement détruite. Par représailles contre l'incendie de la Bourse du Travail, les ouvriers de Muggia, près de Trieste, mettent le feu aux Chantiers navals de San Marco, qui sont, eux aussi, détruits. (...) De l'école d'aviation de Portorose, un avion fasciste survole le lieu de l'émeute.

"Les populations rebelles sont forcées de quitter leurs villages qui sont livrés aux flammes, et ainsi les localités de Segotti, Vareschi, Zuechi et Mormorano sont en partie détruites dans la bataille ou par le feu". L'action se prolonge dans les mines de l'Arsa (Albona), où les ouvriers sont en grève et armés : l'autorité militaire décide l'occupation de la zone, qui est attaquée par terre et par mer. (...) Tous les "Cercles de culture" des faubourgs et de la banlieue de Trieste sont détruits.

Les plus acharnés à empêcher toute pacification sont les agrariens, principaux animateurs et profiteurs de l'offensive fasciste. (...) La haine du commerçant contre la coopérative rejoint celle de l'agriculteur contre la "Ligue". A Ostiglia, (...) la direction du faisceau intervient et prend la décision suivante : "L'administration de la coopérative est invitée à liquider son fonds, à vendre ses immeubles avant la fin du mois de mai, car les commerçants ont le droit d'exercer leur métier sans être lésés par la coopérative".

Solidement installé dans le triangle Bologne-Ferrare-Plaisance, le *squadrisme* fasciste gagne en même temps, au nord-est, la province de Rovigo, au nord-ouest celle de Pavie. (...) Les "expéditions", qui n'ont rien à "punir", si ce n'est l'existence même d'une masse de travailleurs sortie de l'ignorance et du servage, se multiplient à partir de la fin février et atteignent immédiatement un degré inouï de violence. Matteotti et les Bourses du Travail donnent aux travailleurs le mot d'ordre : *Restez dans vos maisons ; ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques.*

Les escouades fascistes peuvent être fières de leur œuvre : plus une seule organisation syndicale ou coopérative n'existe ou ne fonctionne ; des dizaines de morts ; entre quatre et cinq mille blessés ou torturés ; plus de mille maisons privées envahies, plus de trois cent saccagées, brûlées. Les agrariens ont partie gagnée.

De Ferrare et du Polesine, la vague monte dans la Vénétie (...). Cependant, rien n'a peut-être dépassé en violence et en cruauté l'action du fascisme dans la *gentil Toscana*. Dans cette région le prolétariat agricole est moins nombreux qu'en Emilie (...) la forme dominante d'exploitation rurale est la métairie. (...) L'action fasciste a son épiscentre à Florence où elle explose surtout à partir de février : le 27, bombe contre un cortège de fascistes, qui tuent dans la soirée un chef communiste, Lavagnini ; le lendemain, grève générale et conflits dans le quartier populaire de San Frediano, où s'élèvent des barricades. Un jeune fasciste, Berta, fils d'un industriel, rencontre un groupe de manifestants, qui le poignent et le jettent dans l'Arno. Dans la banlieue de la ville, les ouvriers élèvent des barricades pour défendre les sièges de leurs organisations. A Scandicci, les carabinieri et les fascistes sont accueillis à coups de fusil et de bombes ; ils doivent reculer et abandonner leur camion, qui est incendié.

L'artillerie et les autos blindées entrent en action et les barricades sont défoncées, le pont endommagé. (...) Des canons sont placés contre la Maison du peuple, qui est en partie démolie". A ce moment, les fascistes, qui trouvent la voie libre, "donnent l'assaut à la mairie et emportent triomphalement à Florence armes et drapeaux rouges".

Le 4 mars, à Sienne, les fascistes attaquent la Maison du peuple, où des ouvriers se sont retranchés. Les fascistes et les carabinieri l'encerclent : 200 hommes de troupe sont avec eux. Après quelques heures de lutte, "on place les mitrailleuses et on tire deux coups avec des canons de 63 contre l'édifice ; ses défenseurs, après un dernier assaut, se rendent en hissant un drapeau blanc". (...) La Maison du peuple est incendiée.

Dans la campagne romaine et dans le Midi, l'offensive fasciste se développe très lentement, sauf dans les Pouilles, où les organisations ouvrières sont très fortes et le conflit des classes très aigu. (...) Les faisceaux surgissent dans les Pouilles pour réaliser la nouvelle formule ; les repris de justice sont encadrés dans les escouades des faisceaux, dirigées par des étudiants, des officiers démobilisés, presque tous fils d'agrariens ou appartenant à cette petite bourgeoisie du Midi très pauvre, affamée, mais avide de prestige et d'honneurs.

Lorsque le 22 février, à Minervino Murge, trente fascistes entrent par surprise dans la Bourse du Travail et l'incendient, et lorsque le lendemain, des escouades fascistes se concentrent à Bari, pour donner l'assaut aux sièges ouvriers, la réaction est immédiate et furieuse. Ce jour-là, se tenait à Bari le Congrès provincial de la Fédération des Travailleurs de la Terre : il proclame la grève générale. Les travailleurs sentent que la misère noire, l'esclavage dont ils viennent à peine de sortir les guettent à nouveau ; fasciste, *mazzieri* et agrarien ne font qu'un, et dans ces gros bourgs où tous se connaissent, cela saute aux yeux.

La fureur des paysans se dirige d'instinct contre les fermes (*masserie*) des propriétaires fascistes : des groupes armés parcourent la campagne pour les incendier. Des escouades de *mazzieri* à cheval, comme aux plus lointaines époques, les poursuivent et une lutte féroce s'engage, que la nuit n'arrête pas. Les travailleurs exaspérés tuent le bétail, arrachent les arbres, tandis que les fascistes dirigent leurs coups surtout contre les sièges des organisations "rouges".

La police, la troupe interviennent à côté des fascistes, pour faciliter leurs exploits ou pour les défendre contre les représailles des paysans ; la lutte devient rapidement inégale : entre mars et mai, des Bourses du Travail de Tarente, de Bari, de Corato, de Andria, de barletta ne restent plus que des murs calcinés. Les fascistes constituent les premiers syndicats "économiques", les contrats de travail sont déchirés, les agrariens pensent à nouveau imposer leur volonté dans l'embauche de la main d'œuvre agricole. Ils ont désormais dans les mains une arme terrible pour achever la destruction des syndicats libres, car ceux qui s'obstinent à y rester ne trouvent plus une seule heure de travail et sont condamnés - maintenant que l'émigration est devenue presque impossible - à mourir de faim avec leur famille.

Au cours du premier semestre 1921, les fascistes ont détruit en Italie 17 journaux et imprimeries, 59 Maisons du peuple, 119 Bourses du Travail, 83 ligues paysannes, 151 cercles socialistes, 151 cercles de culture. (...) Un journal philo-fasciste le *Giornale d'Italia*, définit à

cette époque le caractère essentiel de l'action fasciste, en l'appelant une *Jacquerie bourgeoise*.

Un des chefs des escouades d'action du Faisceau de Florence : "Le fascisme, il faut bien l'avouer, pouvait se développer et avoir les mains à peu près libres, parce qu'on trouvait auprès des fonctionnaires et des officiers des cœurs d'Italiens, qui nous voyaient avec plaisir marcher à la rescousse. Les sous-officiers et les miliciens des mêmes armes rivalisaient entre eux pour aider le faisceau".

Un étudiant fasciste, membre des escouades d'action, dans une sorte de confession publique, qu'il envoie à un journal communiste (...) : "Nous vous faisons désarmer par la police avant d'avancer contre vous, non pas par peur de vous, que nous méprisons, mais parce que notre sang est précieux et ne doit pas être gaspillé contre la plèbe vile et abjecte".

L'offensive fasciste prend tout de suite et avec un *crescendo* impressionnant les caractères d'une *guerre de mouvement*. Au commencement, l'expédition contre une localité n'est presque jamais faite par les fascistes de cette localité, petite minorité isolée et exposée aux représailles. C'est du centre le plus proche que les camions arrivent, chargés de gens totalement inconnus dans le pays. Si les "rouges" sont forts, et si l'on craint qu'il reste sur place trop d'armes, même après les rafles de la police complaisante, on concentre des forces armées suffisantes pour écraser l'adversaire qui songerait à se défendre.

On détruit les locaux des organisations, on chasse les municipalités, on tue ou l'on bannit les chefs ; après quoi, le faisceau local, jusqu'alors presque inexistant, se grossit de l'adhésion des réactionnaires de tout acabit, et de ceux qui auparavant avaient peur des socialistes, et qui maintenant ont peur des fascistes. Pour la conquête des grands centres, on mobilise les forces de la province, on fait appel, s'il le faut, à celles des provinces voisines. Plus tard, l'offensive s'exprime en des actions d'une grande envergure : les expéditions deviennent interprovinciales et interrégionales.

Par contre, il n'y a presque pas d'exemple d'attaque socialiste contre les sièges des faisceaux, ou d'antifascistes qui se soient rendus d'une localité à une autre menacée par les *squadristes*. L'action socialiste d'avant-guerre et le succès socialiste d'après-guerre avaient créé en Italie - à l'époque du téléphone et du chemin de fer - plusieurs centaines de petites "républiques", d'"oasis" socialistes, sans communications entre elles, comme au Moyen Âge, mais sans les remparts qui défendaient alors les villes.

Le peuple italien n'a ni traditions révolutionnaires, ni goût des armes. Ceux qui ont pris ce goût au front, on les a repoussés dans les rangs fascistes. Le militant ouvrier, du seul fait de sortir un revolver de sa poche, se met et se *sente* hors la loi. (...) Le fasciste se sait protégé, est sûr de l'impunité, même lorsqu'il tue et incendie. En outre, pour les travailleurs, la Maison du peuple, la Bourse du Travail, sont le fruit des sacrifices de deux ou trois générations (...). Les travailleurs y sont attachés, et ils hésitent, sans le vouloir, à s'en servir comme de simple *matériel de guerre*.

Les événements qui vont du milieu de 1921 à octobre 1922 démontrent (...) que l'infériorité *militaire* de la classe ouvrière italienne a été la conséquence d'une infériorité *politique*, due à l'atmosphère "maximaliste" dans laquelle elle était plongée.

Giolitti se frotte les mains (...) il laisse donc le fascisme sévir, la force publique l'appuyer, le ministère de la Guerre lui fournir des cadres et les autorités militaires lui passer des armes. Son ministre de la Justice, Fera, un franc-maçon, envoie une circulaire à la magistrature pour l'inviter à laisser dormir les dossiers sur les actes criminels des fascistes. Les municipalités socialistes, attaquées par les fascistes, sont dissoutes par décret ministériel 'pour des raisons d'ordre public'. (...) les fascistes entrent dans le bloc national, figurent sur les listes. leur action terroriste est du même coup "légalisée" ; l'Etat "libéral" accomplit ainsi son premier et irréparable geste de suicide.

Socialistes, communistes et populaires restent en dehors du bloc national et, contrairement aux prévisions de Giolitti, la nouvelle Chambre est encore plus "ingouvernable" que la première. Le total des voix socialistes et communistes dépasse même (...) de quelque vingt mille les voix socialistes de 1919. La "campagne" électorale des partis ouvriers exige une somme d'héroïsme extraordinaire. Dans les régions "occupées" par les fascistes, socialistes et communistes ne peuvent presque pas tenir de réunions, surtout dans les campagnes ; leurs journaux et leurs bulletins sont saisis partout, même aux bureaux de poste, et brûlés.

La grande opération conçue et tentée par Giolitti a complètement échoué. Les fascistes en sont les vrais profiteurs. (...) Mussolini a été élu en tête de liste à Milan et à Bologne et la nouvelle Chambre compte un groupe fasciste de 35 membres.

Les socialistes se réjouissent de leur "victoire", que l'*Avanti* exalte avec ce gros titre : *Les prolétaires d'Italie ont enterré sous une avalanche de bulletins rouges la réaction fasciste*. Les communistes, encore plus aveugles, ont mené leur campagne beaucoup plus contre les socialistes que contre les fascistes, en donnant le mot d'ordre : *Les élections de mai 1921 doivent être le procès du Parti socialiste*. Mussolini (...) sent son heure approcher.

## 8 - Le fascisme au carrefour

---

En mai 1920, à la Conférence nationale des faisceaux, qui s'est tenue à Milan, Mussolini (...) rallie les "congrégations économiques" en se prononçant contre toute expérience de "socialisme d'Etat", en proclamant qu'il faut "arracher à l'Etat toutes ses fonctions économiques" ; il rassure la monarchie, l'armée, les conservateurs, en mettant de côté la "question préalable" en faveur d'un régime républicain. "Le problème de la république n'est pas un problème essentiel, car aujourd'hui on ne s'arrêterait pas à une république démocratique : le peuple, s'il prenait son élan, irait beaucoup plus loin".

Dans ces ajustements et ces revirements de programme, il y a une note qui domine : un nationalisme de plus en plus outrancier. (...) "Le peuple italien, déclare-t-il, doit être nécessairement expansionniste ; il doit suivre une politique audacieusement maritime. L'avenir de l'Italie doit être sur la mer". (...) le travail de révision du programme fasciste "de la

première heure" est achevé. "La destinée veut que la Méditerranée nous revienne. la destinée veut que Rome soit à nouveau la ville dirigeant la civilisation dans tout l'Occident européen. Levons le drapeau de notre empire, de notre impérialisme".

Beaucoup de raisons poussent Mussolini vers le pouvoir, mais non pas le désir d'y trouver un portefeuille quelconque. Il entrera dans la place, s'il le faut, par la petite porte, mais c'est la politique extérieure qui le passionne, c'est là seulement que sa "volonté de puissance" sera satisfaite.

Dans un article du 14 janvier déjà, il a proclamé que "le capitalisme est à peine au début de son histoire", et il renouvelle son acte de foi devant la Chambre : "La vraie histoire du capitalisme ne commence que maintenant". (...) Les fascistes font une distinction entre le parti socialiste et la C.G.L.. "Notre attitude vis-à-vis de celle-ci, qui n'a jamais été une attitude d'opposition, pourra se modifier ensuite, si la Confédération, en tant que telle - ses dirigeants y pensent depuis longtemps - se sépare du parti socialiste".

Nous verrons que la question de D'Annunzio et de Fiume sera un des points de ralliement de l'opposition qui se dessine dans les rangs fascistes contre Mussolini. Mais la grande difficulté réside cependant dans la situation intérieure du pays. Comment Mussolini pourrait-il arriver au pouvoir par les voies légales, les seules qui sont ouvertes pour l'instant, dans l'atmosphère de guerre civile où se trouve l'Italie ? Il a contribué plus que tout autre à la créer.

La violence fasciste, en se prolongeant, risque de compromettre le plan de Mussolini, de lui enlever toute possibilité de manœuvre politique. Dès le 28 avril, il a écrit un article dans lequel il rappelle les fascistes à la modération. "Il ne faut pas que les fascistes perdent à leur tour le sens de la mesure. Cette perte pourrait saboter une grande victoire." (...) Dès qu'on lance dans certains milieux parlementaires et libéraux l'idée d'un "pacte de pacification", il s'y rallie, car il peut ainsi poursuivre un double but : "entrer au gouvernement et reprendre en main le mouvement fasciste qui commence à lui échapper.

C'est que le mouvement fasciste, énormément accru, n'est plus facilement maniable. (...) Mussolini essaye de mobiliser, en ravivant la "tendance républicaine", le fascisme de la première heure, les "vieux" fascistes contre les nouveaux. "Dans le fascisme se sont insinués des égoïsmes rapaces et réfractaires à tout esprit de conciliation nationale, et ils ne manquent pas, ceux qui se sont servis du prestige de la violence fasciste pour leurs misérables calculs personnels (...) Fascistes de la veille, fascistes de l'Action, défendez le fascisme !"

Mussolini menace d'une marche sur Rome... préventive : "Dès ce moment, les faisceaux du Latium, de l'Ombrie, des Abruzzes, de la Toscane et de la Campanie sont moralement tenus de se concentrer à Rome au premier appel qui sera lancé par les organes dirigeants de notre mouvement."

Dans le pays, il se produit à nouveau, en juin-juillet, un mouvement contre la cherté de la vie, et cette fois, ce sont les faisceaux qui en prennent l'initiative. A Trieste, les escouades fascistes montent sur les bateaux qui arrivent de l'Istrie, chargés de légumes et de

fruits, et enjoignent aux paysans de les céder à des prix très bas. A Naples, elles imposent aux cafés et aux restaurants une réduction de 50% sur les prix. (...) Mussolini approuve, tout en faisant quelques réserves pour empêcher l'imposition de barèmes.

Mais puisqu'un nouveau ministère est en formation, Mussolini s'efforce de préparer les esprits à une participation fasciste au gouvernement. Avec Salandra, avec Meda et même, s'il le faut, avec Giolitti. "L'attitude du groupe parlementaire fasciste, déclare-t-il le 8 juin, pourra subir quelque modification vis-à-vis du ministère Giolitti, suivant les circonstances".

L'opposition au pacte de pacification vient surtout des faisceaux de combat des régions "occupées", qui craignent de perdre les avantages acquis par la tactique terroriste dont ils sont les "inventeurs". Leurs préoccupations sont exprimées par Farinacci, de Crémone : "Si nous permettons aux rouges de reprendre leur propagande, dit-il à la réunion du Conseil national, toute notre œuvre risque de s'écrouler."

Mussolini n'obtient le vote de la résolution qu'avec beaucoup de difficulté. Il proteste que la situation a changé et que le pacte de pacification peut servir à diviser les adversaires : "Parler d'une classe ouvrière italienne orientée vers le bolchévisme, c'est aujourd'hui une absurdité. Chacun de vous peut constater que l'état d'esprit des masses ouvrières est essentiellement différent de ce qu'il était il y a deux ans. Puisque les socialistes viennent traiter de paix avec nous, ne creuseront-ils pas un fossé entre eux et les communistes et les anarchistes ? Notre tactique doit diviser les ennemis pour mieux les battre (...) Il faudra essayer de détacher la C.G.L. de l'ensemble des partis subversifs. Lorsque, demain, les syndicats, les coopératives, les fédérations iront vers l'autonomie, nous aurons une position formidable dans la vie nationale."

Son plan se précise : séparer la C.G.L. du parti socialiste, et constituer ensuite une sorte de "parti travailliste" par la coalition de la C.G.L. avec les syndicats "nationaux" qui commencent à surgir un peu partout. (...) Pour que cette manœuvre réussisse, il ne faut pas que le mouvement fasciste se transforme en parti politique, car il n'y aurait plus de place pour le "parti du travail" et le but que Mussolini poursuit serait compromis. (...) Aussi Mussolini déclare-t-il, au sujet de la transformation du mouvement fasciste en parti politique, qu'il "n'en veut absolument pas".

Mussolini voit bien que, si la situation profondément troublée créée par le terrorisme fasciste se prolonge, la réaction du pays et l'intervention de l'Etat deviennent inévitables et tout risque d'être perdu. "Si j'arrive au pouvoir, confie-t-il alors aux chefs libéraux dont il veut gagner l'appui, je tournerai les mitrailleuses contre les faisceaux, s'ils ne s'assagissent pas."

Aussi, après son discours du 23 juillet, intensifie-t-il dans son journal la campagne en faveur de ses thèses. Il veut avant tout rassurer cette partie de la bourgeoisie qui est alarmée par la perspective d'une participation socialiste au pouvoir. Il n'y a aucun danger à craindre, dit-il. Si, parmi les hommes de la C.G.L. nous avons demain quelques ministres, ils "auront à leur gauche des adversaires redoutables : la fraction intransigeante du parti socialiste, les communistes, les syndicalistes et les anarchistes", de sorte qu'ils seront "assez intelligents pour tenir compte comme il faut de la force libre et non dogmatisée du fascisme". Le feu

roulant qui les poursuivra à gauche les forcera à composer avec le fascisme, dont ils seront les prisonniers.

Le pacte de pacification est signé à Rome, le 2 août, par les représentants du Conseil national des faisceaux, du parti socialiste, des groupes parlementaires fasciste et socialiste, de la C.G.L. et par de Nicola, président de la Chambre. (...) Les cinq délégations "s'engagent à agir immédiatement pour que cessent les menaces, les voies de fait, les représailles, les punitions, les vengeances, les pressions ou les violences personnelles de toute espèce". (...) La première signature apposée au bas du document est celle de Benito Mussolini.

Il passe alors à l'offensive pour vaincre les résistances qui s'annoncent dans le camp fasciste. (...) "De mon point de vue personnel, la situation est simple : si le fascisme ne me suit pas, personne ne pourra me forcer à suivre le fascisme. (...) le traité de pacification résout en même temps la crise intérieure du fascisme, en ce sens que l'élément politique y aura désormais une suprématie bien marquée sur l'élément militaire."

La révolte gronde dans les rangs fascistes contre la pacification. Le centre de la dissidence se trouve à Bologne : Dino Grandi, qui sera ambassadeur d'Italie à Londres de 1932 à 1939, est la nouvelle et toute jeune étoile qui monte. (...) Mussolini (...) continue : "Les fascistes de l'Emilie veulent-ils quitter le fascisme italien ? (...) la chose me laisse indifférent ou presque (...). Nous sommes trop nombreux, et lorsque la famille augmente, la sécession est presque fatale. Qu'elle vienne, si elle doit venir, et que les socialistes s'en réjouissent ! Leur victoire n'est pas dans le pacte de pacification, mais dans cette crise d'indiscipline".

Les faisceaux de Bologne, Ferrare, Crémone, Modène, Plaisance, Rovigo, Forlì, Venise se déclarent "complètement étrangers au Traité de pacification". C'est toute la vallée du Pô, c'est le fascisme agrarien qui proclame sa dissidence. Mussolini y est traité de lâche ; on y dénonce sans ménagement son jeu, qui va jusqu'à sacrifier le fascisme, à composer avec les "marxistes", pour satisfaire son ambition. (...) Dino Grandi se prononce pour l'achèvement de la révolution fasciste, contre le compromis parlementaire (...) pour un fascisme "des nouvelles générations".

Mussolini donne sa démission de la Commission exécutive des faisceaux. Il est furieux et déprimé. (...) Cesare Rossi, vice-secrétaire général des faisceaux, suit son exemple. (...) Mussolini est battu. (...) A partir de ce moment, plusieurs fédérations provinciales dénoncent le pacte de pacification, qu'elles n'avaient jamais accepté. Les dissidents organisent même une "marche fasciste" sur Ravenne. (...) les colonnes arrivent de Ferrare, de Bologne, de Modène : partis le 10 septembre au nombre d'au moins 3000, encadrés comme une armée, complètement équipés (...) les fascistes entrent en chantant leurs hymnes. (...) Des ouvriers, des prêtres sont frappés jusqu'au sang.

Mussolini (...) comprend maintenant que le plan politique conçu par lui (...) a dressé contre lui la majorité des fascistes et ne lui a apporté le concours d'aucune autre force. (...) Le problème est pour Mussolini le suivant : comment reprendre en main le mouvement fasciste et en faire un instrument plus maniable de sa politique personnelle. (...) La révolte des escouades de combat, le rôle dominant qu'elles ont joué dans l'opposition à ses

directives, le persuadent (...) qu'il faut transformer le mouvement fasciste en parti. " Les origines et la marche de la crise fasciste imposent ce choix : ou l'on constitue un parti, ou l'on crée une armée. A mon avis, voici la solution : il faut constituer un parti, si solidement encadré et discipliné qu'il puisse, s'il est nécessaire, se transformer en une armée capable d'agir sur le terrain de la violence, soit pour attaquer, soit pour se défendre. (...) Les postulats théoriques et pratiques doivent être revus et élargis, certains d'entre eux abolis. Il faut consacrer les semaines qui nous séparent du rassemblement national de Rome à l'élaboration des lignes programmatiques du parti fasciste italien".

Dès qu'elle ne sent plus les fascistes appuyés par l'Etat, la population fait le vide autour d'eux et n'obéit plus à leurs sommations. Le faisceau de Venise, lui aussi, "se désintéresse de la lutte" et laissera dorénavant "la bourgeoisie pourvoir à sa propre défense". Mussolini réagit contre cette vague de panique.

Le Congrès du parti approche et Mussolini présente dans le *Popolo d'Italia* les nouvelles "lignes programmatiques" du parti. La liquidation du programme de 1919 y est achevée, le "socialisme" de la première heure laissant définitivement la place à un nationalisme "intégral". (...) L'Etat doit renoncer à tout monopole dans l'ordre économique (...) Appel aux énergies et aux initiatives individuelles, qui constituent "le facteur le plus puissant de la production" et renonciation absolue "aux étatisations, aux nationalisations, aux municipalisations".

En politique intérieure, "restauration de l'autorité de l'Etat national", agnosticisme en fait de régime, création à côté du parlement de Conseils nationaux techniques dotés de pouvoirs législatifs. (...) En matière syndicale, le fascisme aidera les minorités prolétariennes qui sont en train de se placer sur le terrain national. En matière religieuse : "Pleine liberté à l'Eglise catholique dans l'exercice de son ministère spirituel ; solution du conflit avec le Saint Siège".

Au moment du Congrès de Rome (7-10 novembre), les fascistes qui, en 1920, n'avaient qu'une centaine de faisceaux avec 30 000 adhérents, comptent 2200 faisceaux et 320 000 inscrits. Ceux-ci se recrutent surtout dans la bourgeoisie agrarienne et dans les classes moyennes. (...) Sur 151 644 inscrits (...) : 18 084 propriétaires terriens, 13 878 commerçants, 4269 industriels, 9981 membres de professions libérales, 7209 employés de l'Etat, 14 988 employés privés, 1680 instituteurs, 19 783 étudiants. Ces 90 000 membres constituent la partie militante des faisceaux, les bailleurs de fonds, les chefs et les cadres actifs des expéditions punitives. Il y a, avec eux, 36 847 travailleurs agricoles, en majorité membres des "Ligues" socialistes, passés aux faisceaux sous la pression de l'offensive *squadrisme*, et 23 418 travailleurs industriels, recrutés surtout dans les administrations publiques, parmi les chômeurs des ports et dans les régions que les faisceaux ont occupées militairement.

A la suite de cette occupation, les faisceaux ont hérité aussi de 138 coopératives et de 614 syndicats ouvriers, avec 64 000 inscrits, dont deux tiers dans l'Emilie, dans la Toscane, dans les Vénéties. La masse ouvrière, dans les villes comme dans les campagnes, est paralysée, et dans certaines régions maîtrisée, mais elle reste fidèle aux organisations socialistes ou catholiques. La vraie, la seule force réelle du mouvement fasciste est pour

l'instant celle qui lui vient des escouades d'action. Même le Congrès de Rome ne réussit que parce qu'il prend le caractère d'une parade militaire, d'une *adunata*.

La discussion sur le rapport moral avait opposé, le premier jour, les deux courants. (...) La "réconciliation" entre les deux leaders, le deuxième jour, coupe court à cette polémique. (...) Grandi prononce un discours bien plus riche en idées et en aperçus, qui est une critique impitoyable des récentes attitudes de Mussolini, qu'il évite pourtant de nommer. "Après les élections, le fascisme, qui était un mouvement romantique, est devenu un mouvement politique, et il s'est emprisonné dans le cadre parlementaire avant d'avoir une physionomie bien précise. C'est pourquoi jusqu'à présent, il a procédé à tâtons et il n'a pas su trouver son chemin".

La masse des participants au Congrès assiste aux débats comme à un spectacle, sans en saisir le sens profond. Mais la solution adoptée permettait de gagner du temps et de sauvegarder l'unité du parti. D'autre part, les masses fascistes ne s'intéressaient point aux questions idéologiques ; elles voulaient surtout continuer à frapper sur les socialistes.

Un autre épisode (...) vient brusquer le rapprochement des deux courants. Les bandes de Toscane et d'Emilie sont arrivées à Rome, équipées comme pour une "expédition punitive". Dans les rues de la capitale, les *squadristes* commencent à se ruer sur tous ceux qui portent une cravate rouge ou qui ne se découvrent pas à leur passage, comme s'ils étaient dans "leur" Florence ou dans "leur" Bologne. A la gare ils tuent un cheminot. Grève générale de protestation. Le gouvernement est préoccupé. Que les fascistes sévissent dans les autres villes, ce n'est pas grave. Mais à Rome, il y a les ambassades, le Vatican, les pèlerinages... Les incidents se multiplient, les fascistes se sentent entourés d'une atmosphère de haine et de mépris. Ils se vengent en laissant à l'intérieur de l'Augusto, la grande salle où le Congrès s'est tenu, des monceaux de débris et d'ordures.

Mussolini a "découvert" que le seul fascisme qui compte est celui des escouades de combat, dont il lui faut regagner la confiance, s'il veut disposer d'une force réelle dans son jeu. Grandi a compris que la vallée du Pô n'est pas toute l'Italie, et que, même là où il paraît avoir triomphé, le fascisme ne peut tenir si l'Etat ne s'y prête pas. (...) Le mouvement de révolte commencé contre lui, et devant lequel il a abandonné ses premières positions, devenues intenable, s'apaise et le fascisme revient de Mussolini à Mussolini.

Les fascistes, débarrassés du pacte de pacification, qui ne les a pas gênés beaucoup, reprennent leurs exploits : assassinat du député socialiste Di Vagno dans les Pouilles, assassinat du président de la députation provinciale de Crémone, le socialiste Boldori, massacré à coups de bâton sur la route. (...) Le gouvernement envoie de nouvelles circulaires sur le "désarmement des citoyens" et ordonne des perquisitions pour rechercher et saisir les armes. (...) Des groupements d'*Arditi del Popolo* sont arrêtés et chaque fois la magistrature les condamne impitoyablement. (...) Les armes qu'elles devraient rechercher ont été fournies souvent par l'autorité militaire. Lorsqu'une perquisition est décidée, les dirigeants des faisceaux sont prévenus et ils ont tout le temps de les transporter en lieu sûr.

Le gouvernement se rend compte que les dispositions qu'il a prises sont inopérantes, et il envisage de dissoudre par décret les escouades de combat. (...) Les dirigeants du parti

fasciste (...) donnent l'ordre suivant : (...) *A dater du 15 décembre 1921, tous les inscrits aux Sections feront partie des Escouades de combat... La dissolution des Escouades de combat deviendra ainsi impossible, si le gouvernement n'a pas, auparavant, déclaré hors la loi le parti national fasciste en bloc.* Le défi est lancé. Vous voulez dissoudre les escouades de combat ? mais tout le parti passe dans les escouades de combat. Dissolvez donc le parti, si vous l'osez. Et le gouvernement, bien entendu, n'osera pas. Son chef, Bonomi, a été élu en mai, à Mantoue, sur une liste du bloc national, avec les fascistes.

Les fascistes ont joué d'audace et l'Etat recule. (...) Au lieu de la sécession fasciste qui devait permettre à Mussolini et à ses amis de s'insérer dans l'Etat, on a, vers la fin de l'année, l'unification du fascisme dans la lutte contre l'Etat.

## 9 - Vers le Caporetto socialiste

---

A la fin de 1921, Mussolini doit faire face à un sérieux danger : une coalition de gauche pourrait constituer un gouvernement décidé à liquider la violence fasciste. Il y a à la Chambre, sur 535 députés, 145 socialistes, communistes et républicains, 110 populaires et 150 "démocrates". Les socialistes ont présenté le 26 novembre, avec l'intention de provoquer une crise ministérielle, une motion qui dénonce l'inertie du gouvernement à l'égard des bandes armées.

Mussolini (...) veut (...) empêcher que de la nébuleuse démocratique (...) naisse une nouvelle constellation gouvernementale dont les fascistes seraient exclus. (...) Il s'emploie surtout à éviter une crise ministérielle. (...) La crise (...) sera la plus longue qu'on ait vue en Italie depuis 1860. (...) Mussolini a (...) empêché la coalition démocratique, le soutien socialiste, et, en somme, un gouvernement plus fort contre lequel les fascistes se seraient heurtés et, il le sait très bien, brisés.

Dans le monde ouvrier surgit l'"Alliance du Travail", qui, sur l'initiative du Syndicat national des cheminots, groupe toutes les organisations syndicales, C.G.L. en tête. La formation de ce "front unique" ranime la confiance des ouvriers et peut devenir un élément décisif de la situation. Elle était indispensable - elle se montre insuffisante. Ce front unique est syndical, exclusivement syndical, et tout ce qu'il peut, en restant sur ce plan, c'est proclamer à l'échelle nationale une de ces grèves générales de protestation qui éclatent chaque fois un peu partout à la suite des exploits meurtriers des bandes fascistes. Mais le front unique n'organise ni la lutte armée dans la rue, ni la conquête légale du pouvoir : il est donc aussi impuissant que le sont les partis politiques de la classe ouvrière.

Les jésuites (...) facilitent par tous les moyens un rapprochement du Vatican avec le fascisme. (...) pour éliminer les socialistes du jeu, Mussolini a besoin du concours des populaires, indispensable à la constitution d'un gouvernement de coalition axé à droite. Il pense y arriver par le Vatican.

Dès le début de 1922, on travaille à la réorganisation des escouades sur un plan unique, national. Italo Balbo se rend à Oneglia avec le chef des fascistes toscans, le marquis Perrone Compagni. Ils y rencontrent le général Gandolfo, qui vient d'adhérer aux faisceaux.

C'est dans sa maison qu'ils se réunissent pour "jeter les bases de la transformation des escouades en *Milice fasciste*".

Le nombre des chômeurs qui, à la fin de 1920, n'était que de 102 156, monte rapidement à 388 744 en juillet 1921, pour atteindre (...) 606 819 en janvier 1922. Les industriels et les agrariens tiennent maintenant le couteau par le manche et n'hésitent pas à s'en servir. (...) Là où l'offensive fasciste a fait disparaître matériellement l'ancienne organisation, les fascistes se trouvent ainsi les masses ouvrières sur les bras. (...) ils sont forcés devenir les héritiers de l'organisation "rouge" : "la main d'œuvre est surabondante et seule la discipline syndicale peut assurer à tous le travail et le pain".

Comme ils ne disposent pas de gens capables pour diriger la "Ligue" syndicale, ils forcent l'ancien secrétaire à continuer ses services en lui passant de temps en temps, (...) une bonne raclée, destinée à lui inculquer le sens de la hiérarchie et la peur salutaire des nouveaux maîtres. "Lorsque, dira plus tard Mussolini, nous nous sommes réunis quelques dizaines le 23 mars 1919, place San Sepolcro, nous n'avons certainement pas pensé à constituer des organisations syndicales... *Le fascisme a fait du syndicalisme par une nécessité physiologique de développement*".

En janvier 1922, le parti fasciste organise à Bologne une conférence, qui constitue la *Confédération générale des syndicats nationaux*. Il reste à résoudre le problème des rapports entre le parti et la nouvelle organisation. Doit-elle être une émanation directe du parti, ou rester indépendante, pour pouvoir élargir son recrutement ? (...) C'est encore Mussolini qui donne la formule, une formule bien mussolinienne... "On constituera, dit-il des organisations nettement fascistes ou autonomes suivant les exigences du temps et du lieu." Les syndicats des services publics, par exemple, seront exclusivement fascistes, parce qu'ils doivent servir de point d'appui pour une action fasciste éventuelle contre l'Etat.

A Milan, au début de juin (...) la nouvelle organisation annonce qu'elle compte en ce moment 458 000 membres, dont 227 000 paysans et travailleurs agricoles (60%), 72 000 travailleurs industriels (15,7%) ; le reste est réparti entre les services publics, les transports, les administrations locales, les intellectuels et les techniciens.

Dans les premiers mois de 1922, à Rome, à Venise (...) à Bologne, à Florence (...) tous les fascistes accusés de meurtres, de "violence privée", sont acquittés et portés en triomphe par leurs amis. (...) Bien différente est la situation des socialistes, des organisateurs bannis de leur pays. Ils commencent en général par se réfugier dans le chef-lieu de leur province, parce que la ville offre, malgré tout, plus de possibilités de se cacher et que la persécution y est moins facile. Mais si cette ville est "occupée" elle aussi, quelque temps après par les fascistes, il faut aller plus loin. Le cercle des refuges possibles, les "oasis" de tranquillité relative se réduisent de plus en plus. On peut vivre encore à Rome, à Milan, à Turin, à Gênes. (...) Un peu partout on fait des collectes ; les travailleurs donnent avec une générosité inépuisable, car le sentiment de la solidarité est chez eux très profond.

Le fasciste qui change de ville y trouve un terrain nouveau et plus libre pour ses exploits ; le socialiste devient un déraciné, il est perdu pour le mouvement, même si son

ressort intérieur n'est pas brisé. La *diaspora* fasciste aide à la diffusion de l'action, la *diaspora* socialiste la restreint et l'affaiblit.

"Le fascisme, expliquera (...) après la marche sur Rome, le communiste Bordiga dans un rapport à Moscou, a rassemblé tous les éléments démobilisés qui n'ont pas pu trouver leur place dans la société de l'après-guerre, et il a su profiter de leur expérience militaire... Le fascisme a marché ainsi vers la conquête d'une position dominante dans la politique italienne d'une façon pour ainsi dire territoriale, et qu'on peut très bien suivre sur une carte géographique. Parti de Bologne, il a suivi sa marche dans deux grandes directions, d'un côté vers le triangle industriel du nord-ouest : Milan, Turin, Gênes ; de l'autre côté, vers la Toscane et le centre de l'Italie, pour arriver à encercler et à menacer la capitale".

Et l'Internationale communiste ? Depuis quelque temps, elle a lancé sa campagne du "front unique" en l'expliquant ainsi : nous avons cru pouvoir gagner les masses et les arracher aux socialistes par la propagande directe de nos principes (...). Notre méthode s'est montrée inefficace. Il faut la changer. Les socialistes restent nos pires adversaires, mais il faut arriver à dresser les masses contre eux, contre leurs chefs, en les bombardant de propositions de "front unique dans l'action". En Italie, la direction du parti communiste se refuse même à appliquer cette "nouvelle" tactique. (...) Dans cette dispute, le sort de la classe ouvrière italienne, celui du peuple italien ne jouent aucun rôle. Pour la Russie, les ouvriers italiens, le parti socialiste et même le parti communiste ne sont que des "instruments", des "moyens" à employer, suivant une stratégie dont elle est la dépositaire par droit historique depuis la victoire d'octobre 1917.

Après la chute du cabinet Facta, renversé par 288 voix contre 103, la crise ministérielle est ouverte ; elle se révèle très grave et de solution difficile. (...) les socialistes arrivent jusqu'au soutien, mais ne veulent pas de la participation. (...) Turati, appelé au Quirinal par le roi, prône la constitution d'un gouvernement "centriste" avec l'exclusion des droites et des socialistes, qui lui assureraient cependant un appui.

30 juillet, Ravenne

*Cette marche, commencée hier matin, 29, à 11 heures, a pris fin ce matin, 30. Environ vingt-quatre heures de voyage, pendant lesquelles personne ne s'est reposé un instant, n'a touché à la nourriture. Nous sommes passés par Rimini, Sant' Arcangelo, Savignano, Cesena, Bertinoro, par tous les centres et les bourgs entre la province de Forli et celle de Ravenne, et nous avons détruit et incendié toutes les maisons rouges, les sièges des organisations socialistes et communistes. La nuit a été terrible. Notre passage était marqué par de hautes colonnes de feu et de fumée.*

La grève générale est proclamée le soir du 31 juillet (...) par le "Comité secret d'action" de l'Alliance du Travail. "Au cours de la grève générale, les travailleurs doivent absolument s'abstenir de commettre des actes de violence qui nuiraient à la solennité de la manifestation, et qui se prêteraient à l'exploitation certaine des adversaires ; sauf dans le cas de légitime défense des personnes et des institutions, si par malheur la violence ennemie devait se déchaîner contre elles (...)" Les chefs confédéraux hésitent et se dérobent, car la crise ministérielle est ouverte et ils craignent d'en compromettre l'issue.

La grève de fin juillet 1922 non seulement est proclamée dix jours trop tard, mais elle vient après une campagne dans laquelle maximalistes, communistes et anarchistes l'ont présentée comme le moyen "nécessaire et suffisant" pour renverser la situation, pour commencer la liquidation du fascisme sans avoir recours à l'Etat ou à des "compromis" avec des forces politiques "non prolétariennes". (...) Or, en proclamant la grève générale le 31 juillet, les masses ouvrières s'isolent et se séparent *matériellement* de l'Etat.

Même si, par une hypothèse que rien alors ne justifie, l'Etat était décidé à partir en guerre contre les bandes fascistes, la grève des services publics, des chemins de fer, paralyserait son action. (...) En Piémont, en Lombardie et ailleurs, les ouvriers viennent de faire quelques semaines, quelques jours auparavant, une grève de protestation : ils sont un peu à bout de souffle. Dans le Nord de l'Italie, à Gênes et à Turin, l'ordre de grève est arrivé quarante-huit heures plus tôt. (...) le Comité secret est tellement "secret" que les organisations ouvrières ne savent pas à qui demander des directives.

Cette grève générale reste purement défensive. (...) Le mouvement, qui entraîne quand même la grande majorité des travailleurs, prouve combien ces derniers valent mieux que leurs chefs (...) ces masses qu'on laisse s'épuiser dans des efforts qui ne trouvent aucun point d'application.

La direction du parti fasciste lance un ultimatum, adressé en même temps aux grévistes et à l'Etat : "Nous donnons quarante-huit heures à l'Etat pour qu'il fasse preuve de son autorité sur tous ceux qui dépendent de lui et sur ceux qui portent atteinte à l'existence de la nation. Ce délai écoulé, le fascisme revendiquera sa pleine liberté d'action et se substituera à l'Etat, qui aura démontré encore une fois son impuissance".

Les fascistes (...) entrent une deuxième fois dans le "bloc national", non plus à la faveur des élections, comme en mai 1921, mais grâce à la grève - suicide où se sont engagées les organisations ouvrières. (...) La manœuvre (...) s'achève par une offensive directe et armée dans tout le pays. Le gouvernement laisse faire, et là où il passe ses pouvoirs aux autorités militaires, celles-ci collaborent presque partout avec les faisceaux.

Ce (...) sont (...) des milliers d'actes de violence individuelle et collective, qu'il serait impossible d'énumérer. L'offensive fasciste se prolonge les jours suivants, la démobilisation n'est ordonnée par le secrétariat du P.N.F. que le 8 août, cinq jours après la fin de la grève générale

Les armateurs ont à (...) disposition un million et demi de liras pour qu'une "expédition punitive" de grand style soit organisée contre Gênes. (...) Des dirigeants fascistes auront remplacé les dirigeants socialistes, ou les mêmes dirigeants auront changé d'étiquette. (...) Le socialisme ultra-réformiste de Gênes est frappé à mort (...) et les salaires dans le port baissent sensiblement. (...) Des autos blindées et des mitrailleuses entrent en action, les dernières barricades sont enlevées. (...) Avant que les 5000 fascistes concentrés à Gênes rentrent chez eux (...) le siège du quotidien réformiste *Il Lavoro*, une imprimerie socialiste et d'autres cercles ouvriers sont saccagés et incendiés.

A Milan, la mobilisation fasciste est dirigée par le capitaine Cesare Formi, chef des escouades de la Lomelline. (...) Vainqueurs à Milan, les fascistes n'arrivent pas à gagner Parme, qui restera jusqu'à la veille de la marche sur Rome comme une épine gênante dans le corps hypertrophié du fascisme de la vallée du Pô.

Les travailleurs et le peuple de Parme ont pu résister à l'attaque fasciste, malgré la concentration de plusieurs milliers de *squadristes*, parce que la défense des quartiers ouvriers de Parme a été organisée selon des méthodes *militaires*, en utilisant l'expérience de la guerre ; elle a été dirigée par un commandement unique, où se trouvaient d'anciens combattants ; elle a été préparée en dehors des partis ; tout le peuple y a participé avec un élan torrentiel, tout en suivant les indications des *Arditi del Popolo* ; une volonté tendue à l'extrême s'y est manifestée et la décision de se battre, si les fascistes avaient réussi à forcer les premières lignes, rue par rue, maison par maison, "jusqu'à l'incendie et à la destruction totale des positions". (...) Autre élément décisif : à Parme, l'armée n'a pas été engagée dans l'attaque contre les défenseurs-insurgés qui, spontanément, ont adopté envers elle l'attitude habile ((en clair, ils ont cherché à fraterniser avec elle)) qui a exaspéré les chefs fascistes.

## 10 - Marche sur Rome

---

La destruction des organisations socialistes a mis sur les bras du fascisme de nouvelles dizaines de milliers de travailleurs, dont il ne sait trop que faire. "J'entends par là la masse organisée dans nos syndicats qui aujourd'hui dépasse 700 000 membres".

Le fascisme se présente à la bourgeoisie italienne comme la seule force capable "d'absorber les forces anti-étatiques dans l'orbite des institutions libérales", sans qu'on soit forcé de passer par la collaboration socialiste et de lui payer une rançon quelconque. "Notre collaboration, assure Grandi, a tous les avantages et aucun des dangers de la collaboration socialiste. Il faut que le fascisme devienne d'urgence force de gouvernement : pour cela, il faut faire les élections générales en novembre."

"Le siècle de la démocratie est fini, écrit Mussolini le 19 août. Les idéologies démocratiques sont liquidées, à commencer par l'idéologie du "progrès". Un "siècle" aristocratique", le nôtre, succède au siècle dernier, démocratique. L'Etat de tous finira par redevenir l'Etat de quelques-uns(...) *La démocratie a de la vie une conception essentiellement politique, le fascisme en a une essentiellement guerrière.*" "La masse n'est que troupeau, elle est en proie à une dynamique aboulique, fragmentaire, incohérent. Elle n'est que matière. Elle n'a pas de lendemain. Il faut donc renverser les autels dressés par démos à Sa Sainteté la Masse".

Le fascisme, c'est le campement de la horde contre la cité, mais un campement d'un genre nouveau, où il y aura une discipline de fer, où les trains arriveront à l'heure, où personne n'échappera à la mobilisation des corps et des esprits. Une horde qui sera une armée, une armée moderne, et devant laquelle la cité libre paraîtra, elle, horde et confusion.

Dans le mouvement ouvrier, la débandade a commencé. Avant que le mois d'août soit fini, le Syndicat national des Cheminots et l'Union syndicale italienne - anarcho-

syndicaliste - se séparent de l'Alliance du Travail : les "extrémistes" qui avaient forcé la main au Comité d'action pour la proclamation de la grève, sont les premiers à quitter le bateau en détresse. La Fédération du Livre, qui est très "à droite" (...) ne reconnaît plus le pacte d'alliance entre la C.G.L. et le parti socialiste. Le 6 octobre, la C.G.L. elle-même déchire ce pacte et proclame son autonomie.

Le problème que les socialistes de droite avaient posé leur mérite indiscutable est de l'avoir posé, leur faute de ne l'avoir pas posé plus tôt - et avec plus de courage, - ce n'était point celui de "chercher de petits avantages", mais de sauver avec la démocratie "bourgeoise", avec la démocratie tout court, les conditions même d'existence et de développement du mouvement ouvrier et socialiste. Au début d'octobre 1922 - et même bien avant -, il ne s'agissait plus d'empêcher ou de ne pas empêcher "la révolution", mais d'empêcher ou de ne pas empêcher la victoire du fascisme et son accès au pouvoir. Les têtes creuses du maximalisme italien ne s'en étaient pas encore aperçues quatre semaines avant la marche sur Rome.

Ce qu'il aurait fallu, c'est opposer au fascisme, non pas le simple antifascisme, mais la nation elle-même. Les réformistes, empêtrés eux aussi dans la routine, paralysés par le désir de ne pas trop s'éloigner des masses et de sauvegarder au moins l'unité syndicale, ne peuvent aller jusque-là. Ils ont vaguement conscience qu'il faudrait chercher une issue dans cette direction, mais ils en ont presque honte.

Deux régions sont encore soustraites au contrôle fasciste : le Midi -sauf les Pouilles - et la zone que les Italiens appellent Alto Adige et les Autrichiens Sud-Tirol. (...) Par l'imprécision et le peu de cohérence de ses formules, Mussolini distribue à chacun l'espoir qui lui sourit le mieux : les capitalistes voient tous les services publics rendus à l'industrie privée, le boutiquier se sent déchargé d'impôts et libéré de la tutelle et des tracasseries de l'Etat, et le petit bourgeois "idéaliste" se réjouit de leur livrer "le domaine de la matière" puisqu'il pense qu'il sera, lui, quelque chose - huissier ou ministre - dans le "domaine de l'esprit".

Au début d'août, au cours même de la mobilisation fasciste, l'*Avanti* explique le "plan" fasciste de la marche sur Rome : "Le plan militaire du fascisme, écrit le journal socialiste, conçu avec adresse par les généraux et les officiers qui dirigent les escouades d'action, se développe avec précision et méthode (...). L'armée fasciste se prépare à la dernière tâche : conquérir la capitale (...) Les chefs fascistes répètent à chaque instant, partout, que maintenant c'est le tour de Rome."

Le 11 août, dans une interview au journal *Il Mattino* de Naples, Mussolini déclare : "La marche sur Rome est en acte. Il ne s'agit pas, entendons-nous, de la marche des trois cent mille Chemises noires formidablement encadrées dans le fascisme. Cette marche est *stratégiquement* possible le long de trois voies d'invasion (...) Mais elle n'est pas encore *politiquement* inévitable et fatale. Rappelez-vous l'alternative que j'ai posée dans mon discours à la Chambre. (...) Il est tout à fait certain que le fascisme veut devenir "Etat", mais il n'est pas aussi certain que pour atteindre cet objectif, un coup d'Etat s'impose".

Les "bruits" d'une marche fasciste sur Rome circulent avec une insistance croissante. Tout le monde en parle ; seuls les milieux gouvernementaux restent sceptiques. (...) Pour parer à la marche fasciste sur Rome, Facta et ses amis ont une suprême ressource : (...) D'Annunzio prononcera à Rome un grand discours (...), un appel à la pacification du pays. Il sera entouré de plusieurs milliers de mutilés. (...) D'Annunzio exécuterait, en somme, sous cette forme, une sorte de "marche sur Rome" préventive, destinée à rendre impossible celle de Mussolini.

Mussolini est disposé à tenter le coup de main insurrectionnel. On le trouve dans le *Journal* d'Italo Balbo, à la date du 16 octobre : *Je pense que si nous ne tentons pas tout de suite le coup d'Etat, au printemps il sera trop tard : dans l'atmosphère tiède de Rome, libéraux et subversifs se mettront d'accord ; il ne sera pas difficile au nouveau ministère de prendre des mesures de police plus énergiques et d'engager l'armée contre nous. Aujourd'hui, nous gardons l'avantage de la surprise. Personne ne croit encore sérieusement à nos intentions insurrectionnelles. En somme, dans six mois, les difficultés seront décuplées.*

Au cours des trois dernières semaines, et surtout des quinze derniers jours qui le séparent de la marche sur Rome, Mussolini déploie une activité presque frénétique dans toutes les directions où il y a un résultat politique à atteindre. Rien n'est négligé, de D'Annunzio à Giolitti, de Salandra à Nitti, de la monarchie aux républicains, de la franc-maçonnerie au Vatican. (...) En sauvant pour le moment la fédération des Travailleurs de la Mer de l'assaut fasciste, il laisse croire à D'Annunzio que la conquête fasciste du pouvoir n'entraînera pas l'abandon de ce syndicalisme national, de ce "travaillisme", auquel il a pensé lui-même en 1919 et dans le premier semestre de 1921, et que D'Annunzio continue à prôner. (...) Aussi, le 20 octobre, ordonne-t-il la "démobilisation" des légionnaires qu'il avait convoqués à Fiume une semaine auparavant.

Avec Giolitti, la partie est plus dure. (...) "Les fascistes auraient demandé à Giolitti, précise de *Corriere della Sera* du 19 octobre, une représentation dans le nouveau cabinet proportionnelle à leur force réelle dans le pays, et non pas seulement au nombre de sièges conquis aux dernières élections." Jusqu'au dernier moment, Mussolini laisse croire à Giolitti qu'ils sont d'accord sur le fond, que le différend ne tient qu'au partage des places.

Quant à Nitti, Mussolini sait qu'il se méfie, et qu'il faut lui préparer un appât susceptible de le tenter. (...) La baron Romano Avezana fait (...) la navette entre Milan et Acquafredda et, finalement, on établit la, procédure à suivre : Nitti précisera dans un discours sa pensée sur la gravité de la situation et affirmera la nécessité de procéder à de nouvelles élections ; le Popolo d'Italia reproduira ce discours sans commentaires. Mussolini (...) parlera au Congrès de Naples en attaquant tout le monde, sauf Nitti ; la crise extraparlamentaire se produira et il se formera un grand ministère avec Nitti et Mussolini pour sauver l'Italie.

Mussolini compte de sérieux atouts dans la maison même du souverain. Le cousin du roi, le duc d'Aoste, marié à une Orléans, intrigante et très ambitieuse, est prêt à favoriser les plans de Mussolini, qui fait miroiter à ses yeux l'espoir d'une régence. le duc d'Aoste est un réactionnaire fieffé, qui dès 1920, proposait au roi d'instaurer en Italie un régime analogue à celui de Horthy en Hongrie, c'est-à-dire une dictature antiouvrière et antisocialiste

impitoyable. (...) Lorsque les trois "commandants généraux" des forces militaires fascistes, De Bono, De Vecchi, et Italo Balbo, se rendent le 18 octobre à Bordighera, pour mettre au point les préparatifs de la marche sur Rome, la Reine Marguerite les invite à dîner dans son palais.

Mussolini (...) dans l'après-midi du 25 (...) assiste au défilé de 40 000 fascistes concentrés à Naples, puis à un rassemblement place du Plébiscite, où il prend congé des Chemises noires en ces termes : "Je vous le dis avec toute la solennité que le moment impose : c'est désormais une question de jours et peut-être d'heures ou on nous donne le gouvernement, ou nous le prendrons en nous jetant (*calando*) sur Rome".

On décide la mobilisation immédiate pour le 27 : *Ensuite, le 28, action visant des objectifs limités : préfectures et questures, gares, postes et télégraphes, stations de radio, journaux et cercles antifascistes, bourses du travail. Une fois les villes conquises, concentration immédiate des escouades dans les colonnes désignées pour la marche sur Rome, à Santa Marinella, à Monterotondo, à Tivoli. Là où la conquête des villes est facile et sûre, puisque toute la population est fasciste, comme dans la vallée du Pô et en Toscane, on laissera un nombre restreint de fascistes garder les positions : tous les autres seront envoyés sur les lieux de concentration ; par contre là où la conquête de la ville est impossible ou douteuse, il ne faut pas même tenter l'assaut contre les édifices publics et envoyer tous les fascistes vers les rassemblements des colonnes. (...) Quant aux armes, les quadrumvirs ont déjà reconnu deux ou trois dépôts sur lesquels on pourra tenter un coup de main. En tout cas, les fascistes pourront désarmer les petits détachements de carabinieri dans les campagnes. Des actions particulières sont prévues pour Milan, Turin et Parme.*

Mussolini n'est aucunement sûr que le fascisme puisse y arriver par l'action directe et violente. il sait très bien que l'Etat, si faible soit-il, peut, avec des mesures même élémentaires, empêcher un coup de main. Parfois l'idée de consacrer "sa" victoire par une entrée théâtrale à Rome à la tête des légions fascistes lui sourit, mais son instinct plus profond le met en garde contre tout "romantisme" et il envisage des solutions moins brillantes et moins risquées. Si la "marche sur Rome" présente trop d'aléas, il faut trouver à tout prix d'autres moyens : d'où les pourparlers avec les vieux politiciens.

Les commandants de la Milice, les chefs *squadristes*, au contraire, ne conçoivent pas d'autre solution. Ce sont eux qui, à la réunion de Naples, demandent "la mobilisation immédiate pour arriver jusqu'au bout". Mussolini essaie de garder une plus grande liberté de mouvements et continue les pourparlers, sans en communiquer aux autres chefs fascistes le contenu précis, ou même sans en souffler mot, comme dans le cas des transactions avec Nitti.

Vendredi 27, le Conseil des ministres se réunit à nouveau et, après une discussion de trois heures qui finit à 19h30, donne sa démission. En même temps, comme on apprend que la mobilisation fasciste a commencé, on décide un certain nombre de mesures, déjà prévues, et on transmet le pouvoir aux autorités militaires à partir de minuit. (...) les droites désirent prévenir la marche sur Rome par une combinaison ministérielle présidée par Salandra, tout en utilisant, comme en 1914, la pression fasciste pour l'imposer. Tous les journaux conservateurs et libéraux du *Corriere della Sera* au *Giornale d'Italia*, réclament un "gouvernement fort" dont feraient partie les fascistes.

Facta est (...) forcé de convoquer dans la nuit le Conseil des ministres, qui décide la proclamation de l'état de siège à partir du samedi 28, à midi. (...) La démission du gouvernement a placé le sort dans les mains du roi, devenu brusquement l'arbitre de la situation.

La décision du roi (...) désavoue son gouvernement. (...) Le roi appelle vers 18 heures Salandra, qui se met tout de suite en rapport avec les chefs fascistes : De Vecchi, Ciano et Grandi et leur expose ses intentions. Le *Giornale d'Italia* publie entre 9 et 10 heures du soir sa sixième édition (qui paraît sous la date du lendemain) avec la nouvelle de la constitution du cabinet Salandra-Mussolini, où quatre portefeuilles sont réservés aux fascistes.

Mussolini (...) : "Ce n'était pas peine de mobiliser l'armée fasciste, de faire une révolution, d'avoir des morts, pour une solution Salandra-Mussolini et pour quatre portefeuilles. Je n'accepte pas." (...) Il avait déjà rédigé l'éditorial du *Popolo d'Italia* qui allait paraître le matin du 29 : (...) Le gouvernement doit être nettement fasciste... Toute autre solution doit être repoussée. Que les gens de Rome comprennent qu'il faut en finir avec des formalismes périmés (...) *Qu'ils comprennent que maintenant encore la solution de la crise peut être obtenue en restant dans le domaine de l'orthodoxie constitutionnelle, tandis que demain il sera peut-être trop tard.* Qu'ils se décident ! Le fascisme veut le pouvoir et il l'aura !"

Vers le soir du 28, Mussolini se rend compte que la première partie du plan fasciste a réussi sans presque rencontrer de difficultés, et que la suppression de l'état de siège lui livre Rome et le pouvoir. A Rome, l'idée d'une combinaison Salandra-Mussolini prévaut encore, car certains chefs fascistes, comme De Vecchi et Ciano, le roi, les chefs de l'armée, les nationalistes y sont favorables. Mais Mussolini, qui aurait probablement accepté cette solution quelques jours auparavant, et qui s'y serait rallié en cas d'échec de la mobilisation fasciste, ne voit pas maintenant pour quoi il devrait renoncer à utiliser jusqu'au bout pour lui-même la victoire qu'il vient de remporter.

A Milan on travaille énergiquement pour une solution Mussolini. Des pourparlers très actifs ont lieu entre Mussolini, le préfet Lusignoli et les chefs de la Confédération générale de l'Industrie, les députés A. Stefano Benni et Gino Olivetti. Les dirigeants de l'Association bancaire, qui avaient versé vingt millions pour financer la "marche sur Rome", les dirigeants de la Confédération de l'Industrie et de la Confédération de l'Agriculture télégraphient à Rome pour donner à Salandra l'avis que la situation ne comporte pas d'autre issue qu'un gouvernement Mussolini. Le sénateur Ettore Conti, grand magnat de l'électricité, et le sénateur Albertini, directeur du *Corriere della Sera*, dont les fascistes empêcheront le lendemain la parution, télégraphiaient de leur côté à Facta pour qu'il demande au roi de confier à Mussolini la formation du ministère.

Le pape publie le même jour un appel à la pacification, qui est pratiquement un appel au désarmement et à la tolérance envers la sédition fasciste. Chiurco révèle que le Vatican a pris en temps utile -ses précautions : "A ce moment, raconte-t-il, le Saint-Siège fait savoir par un haut émissaire qu'il saurait gré à Mussolini de bien vouloir le renseigner sur les intentions politiques du fascisme envers l'Eglise." On répond du côté fasciste "en donnant les

assurances les plus loyales". Mussolini est donc le candidat de la ploutocratie et des "congrégations économiques", des "libéraux", qui le préfèrent aux vieux politiciens comme Salandra, et du Vatican. Il sera dans quelques heures le candidat de la monarchie.

Suivant le plan primitif, presque toutes les forces fascistes devaient se diriger sur les lieux de rassemblement d'où partiraient les colonnes pour la "marche sur Rome". (...) Ce qui était secondaire, les actions sur place, devient primordial (...) : Mussolini et ses collaborateurs immédiats jugent que la mobilisation et les actions locales exerceront une pression suffisante pour que la crise soit résolue suivant les exigences fascistes. La grande préoccupation des chefs politiques du fascisme sera de tenir les colonnes des Chemises noires *le plus loin possible de Rome, dans toute la mesure compatible avec la mise en scène de la "marche"*. Celle-ci doit constituer une menace sans gêner le développement "normal" de la crise politique.

Dans la nuit du 27 au 28 les préfets ont transmis leurs pouvoirs aux autorités militaires et celles-ci *n'interviennent nulle part pour empêcher les occupations fascistes ou déloger les fascistes des édifices occupés*. Tout le haut personnel civil et militaire, presque sans exception, garde devant la mobilisation et la stratégie fasciste une neutralité bienveillante, qui parfois se transforme en complicité ouverte.

C'est de Pérouse que le Quadrumvirat a décidé de diriger la conquête de la capitale. (...) Trois délégués fascistes se rendent le soir du 27, vers minuit, chez le préfet et lui demandent de céder ses pouvoirs au Commandement fasciste. Le palais de la préfecture est défendu par la garde royale, mais le représentant du gouvernement accepte à minuit et demi la sommation. Des escouades de Chemises noires remplacent la garde royale et occupent aussi le palais des Postes, l'administration provinciale et la questure. (...) les événements de Pérouse se reproduisent avec des variantes à peine sensibles dans un grand nombre de villes, que les fascistes peuvent occuper sans rencontrer de résistance.

Ainsi, partout, les complicités qui, depuis deux ans, existaient entre fascistes et autorités militaires avaient créé une situation qu'il était impossible de renverser en quelques heures, surtout alors que le gouvernement de Rome était démissionnaire et en conflit avec le roi sur les mesures à prendre.

A Rome, dans la nuit du 27 au 28, l'autorité militaire fait occuper par la troupe tous les points stratégiques, où l'on a placé des barrages de fil barbelé, des chevaux de frise et des autos blindées. Les deux lignes principales de chemin de fer qui assurent les communications de Rome avec le Nord ont été interrompues, les rails coupés sur quelques dizaines de mètres. La gare royale a occupé le siège du faisceau, après des pourparlers avec les fascistes, qui ont accepté d'en sortir. "Le directoire fasciste, raconte le correspondant du *Corriere della Sera*, quitta le siège en emportant les documents et s'installa dans un restaurant de la place Barberini ; après quoi, la perquisition faite au siège du faisceau ne donna aucun résultat."

Les autorités militaires attendent des instructions, comme si la transmission des pouvoirs ne comportait pas automatiquement pour elles l'obligation de prendre les mesures nécessaires contre la sédition en cours. Presque partout il s'établit un compromis, grâce auquel les fascistes n'occupent pas le siège du commandement militaire et n'attaquent pas,

sauf exception, les casernes. (...)Les fascistes de Vérone s'adressent directement à l'armée : "Officiers et soldats, nos frères ! nous sommes de cœur avec vous. Nous avons une passion commune : l'Italie. Nous l'avons défendue dans la guerre et dans la paix et nous voulons aujourd'hui la sauver de ceux qui, sans nous, auraient laissé la monarchie sans défense et sacrifié le roi. Ecoutez la voix de votre cœur, qui est la voix même de la Patrie. Elle vous dit de nous ouvrir les bras. Nous voici, frères. Vive l'Italie !"

Les colonnes qui descendent du nord sont arrêtées à Orte, sur la ligne Florence-Rome, où les troupes régulières ont fait sauter les rails. (...)Le rassemblement de Tivoli et de Valmontone (4) qui groupe les milices des Abruzzes et de la Sabine, sous les ordres de Giuseppe Bottai, est au complet le matin du 28 : il comprend environ 8000 hommes. Mais le même problème se pose pour lui : "les vivres manquent" car le train "avec les provisions recueillies par l'intendant général pour ravitailler l'armée révolutionnaire n'a pu passer, à cause de l'interruption du chemin de fer".

Le nombre de fascistes qui auraient dû se mesurer avec les forces de l'armée régulière dans la matinée du 28 octobre (...) en tout 14 000 hommes armés de fusils, de mousquetons, de revolvers, de poignards, et parfois seulement de gourdins, presque sans mitrailleuses, sans un seul canon, auxquels le gouvernement aurait pu opposer les 12 000 hommes de la garnison de Rome disposant de toutes les ressources de la technique défensive et offensive moderne.

Pourquoi Mussolini, qui a tout fait pour que les colonnes fascistes n'avancent pas vers Rome, veut-il maintenant qu'elles entrent à pied par les portes de la ville ? C'est que, son gouvernement étant désormais constitué, il faut absolument qu'il y ait quelque chose qui ressemble à une "marche sur Rome" ; il est utile que s'établisse autour de son avènement au pouvoir une auréole d'héroïsme et de violence. (...) On donne une satisfaction aux quelques dizaines de milliers de *squadristes* qui depuis trois jours pourrissent sous la pluie, on leur laisse l'impression d'une grande victoire sanctionnée par le défilé dans les rues de Rome, et on rappelle en même temps aux vieux partis et aux vieux politiciens que Mussolini peut disposer maintenant des forces conjuguées de l'Etat et du parti fasciste.

Mussolini se réserve dès le début la présidence du Conseil, l'Intérieur et (...) les Affaires étrangères. Le cabinet comprend des représentants de tous les partis, sauf les socialistes et les communistes.

Dans ces jours décisifs, partout la population a assisté indifférente et passive aux événements. (...) Les communistes, tout en étant persuadés qu'"aucune défense n'est possible contre des forces si puissantes et si débordantes" (...) proposent la reconstitution immédiate de l'Alliance du Travail et la proclamation de la grève générale. Ils savent très bien qu'aucune possibilité n'existe dans ce sens. (...) "La C.G.L. sent le devoir précis (...) de mettre en garde les travailleurs contre les spéculations et les excitations des partis et des groupements politiques, qui voudraient entraîner le prolétariat dans un conflit auquel il doit rester absolument étranger". La plupart des antifascistes ne se rendent pas compte de la gravité des événements. Les nerfs du pays sont restés trop longtemps tendus et la première impression est de détente et d'acceptation.

Pour nous, définir le fascisme, c'est avant tout en écrire l'histoire. Nous avons essayé de le faire pour le fascisme italien des années 1919-1922. Une théorie du fascisme ne pourrait donc sortir que de l'étude de toutes les formes de fascisme, latentes ou ouvertes, bridées ou triomphales. Car il y a plusieurs fascismes, dont chacun recèle des tendances multiples, parfois contradictoires, et qui peuvent évoluer jusqu'à changer certains de leurs traits essentiels. Définir le fascisme, c'est le surprendre dans cette évolution, c'est saisir, dans un pays donné et à une époque donnée, sa "différence spécifique". Le fascisme n'est pas un sujet dont on n'ait qu'à chercher les attributs, mais le résultat de toute une situation, dont il ne peut être séparé. Les erreurs des partis ouvriers, font partie de la "définition" du fascisme au même titre que son utilisation par les classes possédantes.

Le fascisme doit être considéré par rapport aux conditions économiques, sociales, politiques et psychologiques qui constituent son "terrain de culture" ; par rapport à ses bases sociales et à la lutte de classes ; par rapport à sa tactique ; à son organisation ; à ses conséquences et au régime qu'il finit par instaurer ; enfin par rapport à son programme et à son idéologie.

\*

Parmi les conditions générales qui ont préparé le "terrain de culture" du fascisme, il faut placer au premier plan la crise économique. *Sans crise économique, pas de fascisme*. Il ne s'agit pas de crise économique en général, mais de celle qui s'est installée en permanence dans le monde à la suite de la guerre de 1914-1918. Cette guerre a laissé un appareil industriel supérieur aux besoins, un grave déséquilibre entre les différents secteurs de la production, compliqué par une chute du pouvoir d'achat des masses dans presque tous les pays. D'où en même temps surproduction et disette, inflation et paralysie. Nous ne sommes plus devant les crises classiques, qui après un déblayage impitoyable, ramenaient l'économie à un niveau supérieur de production et de consommation. Les crises "cycliques" ont fait place à cette "agitation chronique, avec de légères fluctuations", à ces "alternatives de reprises relativement courtes et de dépressions relativement longues" que prévoyait déjà Engels, il y a plus d'un demi-siècle.

Les classes moyennes de l'après-guerre n'ont même plus en général la chance de se "prolétarianiser", puisque la crise économique empêche aussi bien leur ascension vers la bourgeoisie que leur chute dans le prolétariat. Cette petite et moyenne bourgeoisie à laquelle toutes les issues sont fermées, repoussées par les vieux partis, a fourni en Italie et fournit partout un apport essentiel au fascisme. Mais il faut encore élargir la notion de "classe moyenne" à une masse confuse, qui va du fils de famille attendant une situation ou un héritage aux déclassés de toute sorte, déclassés d'un jour ou de toute une vie, du demi-solde au *Lumpenproletarier*, du briseur de grève à l'intellectuel désœuvré. Cette "classe moyenne" comprend aussi des ouvriers, qui se sentent plus "anciens combattants" ou plus chômeurs qu'ouvriers, et qui se séparent psychologiquement de leur classe pour passer dans les rangs de ses ennemis.

Trois facteurs concourent sur ce plan à préparer le fascisme : *l'aggravation de la lutte des classes, le caractère de plus en plus politique et l'équilibre relatif des forces opposées*. Ce

troisième facteur - les deux autres étant donnés - joue un rôle décisif. L'équilibre des forces qui s'affrontent paralyse les gouvernements, quelle que soit leur formule : union nationale, "cartel des gauches" ou majorité social-démocrate. Si cet équilibre se prolonge trop longtemps, s'il n'aboutit pas à une formule supérieure, il est à la merci de sursauts aveugles, où l'on retrouve à la fois un certain instinct de conservation, la défense des privilèges menacés et les espoirs des classes bouleversées et malaxées par la crise. En renonçant à se dépasser par les voies légales, la classe ouvrière tend à la création d'un "deuxième pouvoir" au sein de l'Etat et contre lui, et la bourgeoisie recourt suivant le cas, à la "transformation réactionnaire de l'Etat" ou à la violence fasciste.

Parmi les conditions générales du fascisme, il faut enfin retenir l'existence d'un "climat" donné, d'une sorte d'atmosphère particulière d'excitation et de délire ; à tel point que le fascisme ne peut s'en passer ni avant ni après sa victoire, et que ses dirigeants et ses complices s'efforcent de l'entretenir par tous les moyens. Dans cette atmosphère, les réactions prennent une ampleur démesurée, le sens des proportions est faussé, tous les points de repère sont supprimés. Le "choc" psychologique devient une nécessité, comme les stupéfiants pour certaines névroses.

\*

Le principal apport au fascisme est fourni par ces classes moyennes de l'après-guerre, dont nous venons de souligner les caractères distinctifs. Faut-il donc définir le fascisme "un mouvement des classes moyennes" capté et utilisé par la réaction capitaliste ? cette définition, qui contient une grande partie de vérité, ne peut être acceptée sans réserve. D'abord, le contenu social d'un mouvement n'est pas dicté uniquement par sa composition, ses bases sociales. Le fascisme, tout en se recrutant dans les classes moyennes, fait son entrée dans l'histoire en détruisant les partis et les syndicats ouvriers.

La suppression des organisations libres des travailleurs modifie d'une façon permanente le rapport des forces. Le fascisme et les capitalistes ne pourront plus jamais se conduire *comme si* les positions ouvrières n'avaient pas été anéanties. Le fascisme, même lorsqu'il prétend jouer un rôle d'arbitre "entre le capital et le travail" meut l'une des parties - en la privant de toute autonomie - dans une condition d'infériorité, dont elle ne pourra plus se libérer qu'en retrouvant cette autonomie, c'est-à-dire en se libérant du fascisme.

Les classes moyennes qui adhèrent au fascisme sont surtout celles qui ne sont ou ne se sentent pas rattachées à *une base économique propre et autonome*, ce qui facilite leur désintégration et leur absorption par les nouveaux cadres politiques créés par le fascisme. Ce n'est pas un hasard que la classe paysanne en France reste réfractaire au fascisme, et on peut prévoir qu'elle le restera tant qu'elle ne se sentira pas menacée dans sa base économique - le lopin de terre qu'elle possède et travaille - et dans son autonomie plus ou moins réelle. (...) Dans (...) ces pays, la réforme agraire a créé une masse importante de paysans propriétaires qui, même vaincus, restent hostiles au fascisme. (...) L'absence d'une telle réforme ou la lenteur excessive de son application a été en Italie, en Allemagne, en Espagne, l'un des causes du danger et du succès fascistes.

La coïncidence du développement fasciste avec l'offensive politique et économique des classes possédantes est un phénomène général. Le fascisme italien n'a commencé à

jouer un rôle qu'à partir de cette année 1921 où l'on voit en même temps se déchaîner l'"esclavagisme agraire" dans la vallée du Pô, en Toscane et dans les Pouilles, et l'offensive des industriels contre les salaires ouvriers et les contrats collectifs de travail. De même, le national-socialisme, embryonnaire en 1923, ne commence à se développer qu'à partir de 1928-1929, début de la grande offensive industrielle contre les salaires et de la politique gouvernementale de déflation.

L'apport de l'idéalisme petit-bourgeois à la lutte des classes possédantes n'a pas été le moins précieux, car celles-ci ont retrouvé grâce à lui, au langage nouveau dont il se servait, ce contact et ce contrôle d'une partie des masses qu'elles avaient entièrement perdu.

Le fascisme n'est pas la réaction pure, mais une réaction qui se sert de méthodes de masse, les seules efficaces dans la situation de l'après-guerre. Il essaie de transporter la lutte sur le terrain même de ses adversaires, de saper leur influence dans les masses. D'où l'emploi de formules démagogiques de la terminologie socialiste : "quotidien socialiste" s'est appelé le journal de Mussolini et le parti du Führer s'appelle national-socialiste. Ce qui crée des situations nouvelles où les vieux cadres politiques se trouvent désarmés.

Mais la vraie "originalité" du fascisme n'est pas tant dans sa "tactique de masse" ou dans son programme démagogique que dans le rôle déterminant et en quelque sorte autonome que la tactique joue chez lui aux dépens du programme. La mystique fasciste du "Chef" aboutit au même résultat, et elle porte en elle-même l'exigence du pouvoir, de tout le pouvoir. "Je dois à Mussolini, disait Giolitti, d'avoir appris que ce n'est pas contre le programme d'une révolution qu'il faut se défendre, mais contre sa tactique." Le fascisme mène beaucoup plus une guerre de positions qu'une guerre de principes. Sa suprême ressource est celle du fait accompli. Et le fait n'est pas accompli tant qu'il ne s'est pas traduit par la prise du pouvoir

D'où le rôle, dans le fascisme, de l'organisation et surtout de l'organisation armée. Tout fascisme comporte une organisation armée : *sans organisation armée, pas de fascisme*. Cela n signifie point que chaque fasciste dispose toujours directement de dépôts d'armes ou d'arsenaux. L'organisation fasciste est militaire par ses cadres, sa discipline, ses rassemblements, ses exercices, et parce que tous les fascistes - du "Chef" au dernier des adhérents - pensent que cette organisation, ainsi forgée, est l'instrument nécessaire et efficace de la conquête du pouvoir.

Le fascisme commence toujours par se proclamer l'*anti-parti* et finit toujours par se constituer en parti politique, mais malgré cette évolution, l'organisation militaire reste dans tous les grands pays son caractère essentiel. Mussolini peut en décembre 1921 inscrire tout le parti dans les escouades d'action ou M. de la Roque peut en 1936 transformer les escouades d'action en parti : le but reste celui de sauvegarder, en la masquant, l'organisation militaire. C'est cette organisation qui détermine l'"essence" du fascisme.

La lutte contre le fascisme serait-elle donc surtout une *lutte militaire* ? Sans doute, elle "est une question de force". Mais si une bonne politique doit avoir une force sur laquelle s'appuyer, cette force ne peut être créée que grâce à une bonne politique. On peut pousser très loin l'organisation militaire, mais si elle s'isole du reste du pays, sa situation devient

désespérée, qu'il s'agisse des escouades fascistes en Italie au milieu de 1921, ou du *Schutzbund* socialiste en Autriche en février 1934. Au contraire, les victoires de Mussolini et de Hitler ont été obtenues avant tout sur le plan politique (crise Facta en octobre 1922) et crise von Schleicher en janvier 1933).

Toutes les expériences qu'on peut invoquer (Italie, Bulgarie, Allemagne, Autriche) prouvent qu'une situation où l'Etat et le fascisme se rejoignent est la pire qui puisse se produire. La politique de la classe ouvrière dans sa lutte contre le fascisme doit tendre à éviter, à empêcher, dans toute la mesure où elle le peut, qu'une telle situation lui soit imposée. La classe ouvrière, les masses populaires doivent s'efforcer d'isoler le fascisme de l'Etat, de neutraliser et combattre les influences et les complicités qui tendent à subordonner l'Etat au fascisme. Le fascisme ne peut rien sans l'Etat, et encore moins contre lui.

L'antifascisme, d'autre part, peut difficilement vaincre s'il doit mener en même temps la lutte contre tout l'Etat et contre tout le fascisme. (...) La lutte anti-fasciste est une lutte à trois : *front antifasciste*, qu'il faut élargir le plus possible, *bloc fasciste*, qu'il faut entamer le plus possible, et *Etat*, dont il faut mobiliser les ressources pour la défense de la démocratie. La victoire sur le fascisme n'est possible que grâce à une stratégie *politique* qui tienne compte de ces trois éléments, en arrivant à les disposer et à les engager de façon que la "force" se trouve du côté de la démocratie.

\*

Là où le fascisme s'installe, la conséquence la plus importante et qui entraîne toutes les autres, c'est l'élimination du peuple en tant que participant à l'action politique.

Les fascismes ne sont pas seulement "poussés" à la guerre, ils y tendent par le jeu de tous leurs ressorts, ils y trouvent leurs chances et leur climat. (...) la préparation de la guerre, à un moment donné, perd son caractère de moyen pour devenir un but en soi ; *elle modifie profondément et d'une façon permanente la structure économique, sociale et politique du pays*. Le fascisme s'installe alors dans cette préparation et ne peut plus en sortir que par la "fuite en avant".

L'économie fasciste est *une économie "planifiée et fermée" en vue de la guerre*. Pour cette économie, le prix de revient, la concurrence et même le profit ne jouent plus sur le plan général de rôle discriminatoire. Le but politique de la préparation à la guerre prévaut sur toutes les considérations économiques et à son tour l'organisation économique qui en résulte ne peut plus servir qu'à ce but politique.

Le domaine propre du fascisme est celui de la *puissance* et non celui du *profit*. Bien entendu, le profit devrait un jour rejoindre la puissance, mais il y a entre ces deux termes un décalage de nature et de temps que la classe capitaliste *en tant que telle* ne saurait accepter ni surmonter si elle n'y était pas poussée. L'"idéal" de chaque capitaliste italien est que la guerre ne vienne jamais, car elle comporte trop de risques, mais que la préparation à la guerre continue, si possible, à l'infini.

La préparation à la guerre peut réduire relativement le chômage, favoriser certaines catégories d'ouvriers, mais elle n'est possible, sur le plan de l'autarcie, qu'en sacrifiant le

niveau de vie de la classe ouvrière prise dans son ensemble. Parce qu'elle entraîne une forte concentration de l'industrie, des échanges, du crédit et qu'elle force, à la campagne, la production des céréales et les cultures industrielles, une partie des classes moyennes urbaines et toute la classe moyenne rurale en sont plus ou moins ruinées. Par la concentration croissante des industries, par le monopole du commerce extérieur, par l'imposition des prix et les formes multiples d'intervention de l'Etat, les petits et moyens industriels, les petits commerçants, les petits cultivateurs sont éliminés ou sacrifiés. Par contre, cette partie des classes moyennes urbaines qui ne joue pas de rôle direct dans la production, et qui a le plus contribué à la formation des cadres fascistes, profite sensiblement du régime et s'y taille une part considérable. Elle pénètre le régime par tous les pores, et occupe de nombreuses places dans la direction du parti, de la milice, des syndicats, dans les vieilles et dans les nouvelles institutions de l'Etat.

Le fascisme ne peut tolérer la religion que si elle lui livre même ce domaine de la conscience individuelle qu'elle paraissait se réserver. (...) La religion ne vit dans le fascisme - même et surtout lorsque tous les honneurs officiels lui sont réservés - qu'en se réduisant elle-même au rôle d'instrument.

"On ne tue pas une idée" est un lieu commun sublime et dangereux. Car il risque de faire oublier qu'une idée a besoin d'un support matériel pour se perpétuer et que ce support matériel doit être défendu. (...) Une idée, c'est une génération ou une succession de générations. Si la génération disparaît et s'il n'y a pas de succession, l'idée est submergée et l'héritage est perdu. Lorsque le fascisme tue, bannit ou emprisonne ses adversaires, lorsqu'il incendie leurs maisons et détruit les institutions, il sait ce qu'il fait et il ne frappe pas en vain.

\*

La "mission" du prolétariat est celle de réintroduire dans le monde cette exigence de l'universel et de l'humain à laquelle les autres classes se refusent. (...) La classe ouvrière vaut par le potentiel de philosophie et donc d'humanité dont elle dispose. (...) La victoire n'est possible et n'a de sens que si interviennent dans la lutte (...) des forces morales puissantes et massives qui soient de taille à supporter la grandeur et l'horreur des événements. Ces forces, on ne les trouve que dans les masses populaires, chez les petites gens, chez les travailleurs. C'est là qu'existent ces sentiments élémentaires : amour de la paix, besoin de justice sociale, respect de l'homme, élans de solidarité, qui sont l'abc de la conscience humaine.

Bien sûr, ces sentiments ne dominent pas toujours, il faut souvent les dégager de la gangue qui les enveloppe, et ils peuvent être refoulés ou détournés. Cependant, il n'y a pas un seul homme du peuple, dans n'importe quel pays, qui pense que la guerre est "l'hygiène du monde" ou qui ait les ricanements des chefs fascistes devant les massacres d'Addis-Abéba ou le martyre des enfants de Madrid.

Postface (préface de l'édition italienne de 1950)

---

*Quand j'ai écrit ce livre, j'avais, entre autres intentions, celle de détruire la légende, tellement répandue surtout à l'étranger, que le fascisme avait sauvé l'Italie du "bolchevisme". Il s'agit d'une légende qui n'a même pas ce grain de vérité que les légendes, parfois, amplifient et transfigurent.*

*A relire et repenser ce livre, il m'est plus que jamais apparu que la victoire du fascisme n'était pas fatale ; si rien de ce qui se produisit en Italie après la guerre ne fut sans conséquences, rien non plus ne pesa sur l'ordre des choses d'une façon si déterminante que les jeux fussent définitivement faits.*

*Je ne peux pas non plus invoquer le fait d'avoir toujours été, dans le mouvement communiste, "dans l'opposition" ; d'avoir obstinément remis en discussion des formules et des tendances dix fois condamnées, d'avoir "grondé" comme me le reprochait Grieco, à la façon d'une marmite en ébullition. (...) Quand je me rendis compte, vers la fin de 1928, que la politique de Staline était en train de pousser Hitler au pouvoir et que le plan quinquennal tel qu'il était conçu allait aggraver la crise allemande et européenne et rendre la guerre inévitable, mon opposition, de "quantitative" devint "qualitative" et la rupture fut inévitable.*

*Les notes d'Antonio Gramsci, publiées récemment, font mesurer la perte que le régime fasciste a infligée à la pensée socialiste (...) Si Gramsci avait survécu à son martyre, sa réflexion aurait sûrement embrassé, par-delà le dialogue avec Croce, toute la praxis des expériences décisives de la première moitié du siècle et les mouvements d'idées qui les ont précédées, traduites et fixées.*

\*

*Lénine (...) dénonce dans Que faire ? l'"erreur capitale" qui consiste à croire que "la conscience politique de classe des ouvriers puisse se développer à l'intérieur de leur lutte économique", car cette conscience ne peut être apportée aux ouvriers que de l'extérieur de cette lutte.*

\*

*Si la veine libertaire de la 1ère Internationale s'était prolongée à l'intérieur du mouvement socialiste, elle aurait permis de mieux résister tant à la paralysie bureaucratique de la social-démocratie qu'au développement totalitaire du bolchevisme. En Italie, nous n'aurions pas assisté à la capitulation presque générale devant le mythe de la dictature du prolétariat qui a abouti, après une lutte en désordre autour de faux drapeaux, à la capitulation devant le fascisme.*

\*

*L'affirmation du jeune Marx que la classe ouvrière ne peut se libérer "sans libérer en même temps toutes les autres classes de la société" reste au centre de la doctrine et de la mission du socialisme. Mais que cette "mission" résulte automatiquement du fait que le prolétariat n'a "rien à perdre que ses propres chaînes" (ce qui est d'ailleurs faux), qu'elle soit un don de son esclavage et de sa misère croissante (de même que pour les manchestériens le maximum de bien-être pour tous est un don de la libre concurrence), voilà qui ne résiste pas à l'examen de l'histoire et de la vie sociale. Socialisme et mouvement ouvrier ne valent que par les valeurs humaines qu'ils impliquent et que, dans leur corps à corps avec l'intolérable réalité, ils reconnaissent et font triompher. Une telle victoire est voulue et non donnée, cherchée pas à pas, perdue et retrouvée à chaque instant en elle-même et dans les choses, et non garantie comme un résultat "inévitabile" d'une évolution, au terme de laquelle le jeu de la nécessité et les ressources de la dictature auraient pour aboutissement la liberté.*

\*

*Les "révolutionnaires professionnels", qui ont découvert les secrets de la prise et de l'exercice du pouvoir et les détiennent comme les prêtres égyptiens détenaient le secret de*

*l'immortalité, croient pouvoir économiser l'éducation socialiste en poussant les masses, selon un schéma préétabli, le long de routes dont ils connaissent, eux, les détours et le point d'arrivée. Les étapes peuvent ainsi être enjambées, précipitées, mais, au terme de cet "escamotage", l'Etat, au lieu de mourir, devient tout-puissant en la personne de ses maîtres, et c'est le socialisme qui meurt.*

*L'éducation que le mouvement socialiste propose à travers la lutte de libération est une éducation de masse dont il crée les conditions générales. Mais cette éducation de la masse résulte de celle des individus qui la composent ; toute autre unité de mesure est illusoire et pernicieuse. On n'éduque pas les masses en abrutissant les individus, en les arrachant à la réflexion sérieuse sur eux-mêmes et sur les choses, en déchaînant leurs passions, selon une tactique qui peut, par l'insistance et la répétition, les entraîner plus ou moins loin dans n'importe quelle direction. C'est une technique que connaissent bien les "fascismes" de toute espèce, blancs, rouges ou noirs. Le socialisme doit lutter contre elle, la flétrir, car elle implique la destruction de cette conscience sur laquelle, comme le déclarait Claudio Treves en 1919, "nous avons bâti notre maison".*

*Le fascisme survit, en Italie et ailleurs, tant que l'esprit critique sous toutes ses formes est aliéné, tant que, maintenant que Mussolini est mort, c'est Staline qui "a toujours raison". (...) Enrico Malatesta formulait en 1923 : "il y a des fascistes même en dehors du parti fasciste. Il y en a dans toutes les classes et dans tous les partis : c'est-à-dire qu'il y a des gens qui, sans être fascistes, tout en étant même antifascistes, ont pourtant l'âme fasciste, le désir de violence qui caractérise les fascistes"*

\*

*J'ai quitté l'Italie à la fin de 1926, après quatre ans presque continus de vie clandestine. (...) partout, en Russie ou en France, j'ai recommencé ma vie après avoir tout perdu, avec le pouvoir d'adaptation qui était celui de mes ascendants les plus proches, maçons ou tisserands qui se rendaient en France, paysans qui portaient faire la moisson en Argentine et parfois y restaient.*

\*

*Le mouvement stalinien travaille comme le fascisme de 1919-1922 dans le sens d'une atomisation de la société italienne, d'une paralysie de toutes ses articulations, recourant comme le fascisme à la technique de la haine devenue, grâce à Mussolini, à Hitler et à Staline, la première des sciences sociales. Il est nécessaire d'y opposer la certitude absolue qui inspirait dès 1892 un grand révolutionnaire véritable, Enrico Malatesta : "Une révolte matérielle qui n'aurait pas pour contrepoids des révolutionnaires guidés par l'amour des hommes, de tous les hommes, une telle révolte se dévorera elle-même. La haine ne produit pas l'amour et par la haine on ne renouvelle pas le monde. La révolution de la haine échouerait entièrement et instaurerait une nouvelle tyrannie qui, s'appelât-elle anarchiste comme les gouvernements d'aujourd'hui s'appellent libéraux, n'en serait pas moins une tyrannie et ne manquerait pas de produire les effets que produit toute tyrannie."*

*Angelo Tasca  
Paris, mai 1949*